

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

© FSU

Face à la crise sociale et à la crise politique, aux travailleurs de rendre les coups !



© ASS. NATIONALE

- **L'extrême gauche dans les législatives**
- **L'extrême droite en Guadeloupe et Martinique**
- **LO et le mouvement trotskyste**
- **Les révolutionnaires et la guerre en Ukraine**
- **Espagne : la gauche désarme les travailleurs**
- **Soudan : trois ans de révolte**

Au sommaire de ce numéro

Après les élections législatives, un système parlementaire enlisé	1
L'extrême gauche aux élections législatives	3
La progression de l'extrême droite en Guadeloupe et en Martinique	4
Lutte ouvrière dans le mouvement trotskyste	9
Les révolutionnaires face à la guerre en Ukraine	17
Espagne : radicale ou pas, la gauche désarme les travailleurs	24
Soudan : trois ans de révolte contre la dictature militaire et face à l'ordre impérialiste	30

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail :
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Après les élections législatives, un système parlementaire enlisé

Macron espérait que les élections législatives des 12 et 19 juin lui donneraient les moyens de poursuivre la politique antiouvrière qu'il a menée depuis cinq ans. Patatras ! Avec 246 sièges sur 577, les macronistes se retrouvent loin de la majorité absolue. Au-delà du désaveu électoral, cette absence de majorité pose un problème à la bourgeoisie, qui n'entend pas perdre de temps à attendre que le Parlement et le gouvernement travaillent à son service.



Aux abois, les macronistes ne s'embarrassent guère de principes. Ils tentent de débaucher des députés de droite et de gauche qui leur permettraient de constituer une majorité. Certes, Les Républicains, le Rassemblement national et les partis de la Nupes ont fait

campagne « contre Macron ». Ils se sont déclarés dans l'opposition. Mais après tout, de part et d'autre, certains ont des plans de carrière, et quelques postes peuvent permettre de s'acheter des amis... Les députés ex-Les Républicains (LR) Éric Woerth et Damien Abad en sont des exemples récents, après une longue série de ralliements venus de la gauche et de la droite, de Jean-Yves Le Drian à Bruno Le Maire, de Gérard Collomb à Édouard Philippe, d'Olivier Véran à Gérald Darmanin, etc. Mais il n'est pas sûr que les débauchages individuels suffisent. Le plus simple serait encore de mettre dans la poche de Macron tout un groupe parlementaire, comme celui de la droite LR et ses soixante députés.

Aujourd'hui, ses responsables s'y opposent, mais pour combien de temps ? Jean-François Copé, ancien dirigeant de LR, a rapidement proposé un « *pacte de gouvernement* » avec Macron. La présidente de la région des Pays de la Loire, Christelle Morançais parle, elle, d'un « *contrat de gouvernement* », tout comme

le député LR Philippe Juvin qui plaide pour un accord « à l'allemande », c'est-à-dire de coalition, tandis que Jean Rottner, président LR de la Région Grand Est, explique qu'« *il va falloir apprendre à travailler avec Emmanuel Macron* ». Sarkozy, figure tutélaire de la droite, ne s'exprime pas, mais n'en pense pas moins.

Une autre option serait de rallier les députés PS ou divers gauche. Comme tant d'autres notables socialistes naguère, certains se laisseront peut-être tenter, jetant ainsi par-dessus bord l'accord de la Nupes. Il y a aussi les députés EELV, un parti dont nombre de politiciens, de Barbara Pompili à François de Rugy, de Daniel Cohn-Bendit à Pascal Canfin, ont rallié Macron par le passé.

Et puis, pourquoi pas le Rassemblement national ? Alors qu'entre les deux tours de la présidentielle Macron avait ouvertement dragué les électeurs de Mélenchon, dont il avait besoin pour s'assurer une majorité face à Le Pen, les macronistes courtisent maintenant les lepénistes. Pour le second tour des législatives, ils se sont refusés à appeler pour les candidats de La France insoumise qui leur

étaient opposés. Les idiots utiles de la gauche ont pleurniché que, eux, ont pourtant « fait barrage » à Le Pen, ou ont appelé à la « battre dans les urnes », en votant Macron au second tour de l'élection présidentielle... Et, depuis, les macronistes multiplient les appels du pied pour que le RN et ses 89 députés votent avec bienveillance à l'Assemblée. Moyennant quoi, les macronistes pourraient être arrangeants pour des postes dans des commissions, voire plus si affinités...

La Nupes constituée par Mélenchon compte pour sa part 142 sièges. Cela peut être suffisant pour contrarier Macron et postuler, un jour, à la direction des affaires de la bourgeoisie. Mais en l'état c'est trop peu pour gouverner et « élire Mélenchon Premier ministre ». Ce dernier peut se féliciter d'avoir renforcé son groupe parlementaire et son assise sur le reste de la gauche. Accessoirement, cette alliance a aidé un PS discrédité à sauver son groupe et les écologistes à en retrouver un. C'était là le véritable objectif de la Nupes : sauver des places et, si possible, en gagner quelques-unes. En réalité, malgré l'opération politicienne de Mélenchon, la gauche reste faible. Aux élections législatives de 2017, ses quatre composantes (LFI, PCF, PS, EELV) totalisaient 25,5 % des suffrages exprimés ; à celles de 2022, la Nupes en recueille 25,7 %, soit seulement 12 % des inscrits. La comparaison des scores entre la présidentielle et les législatives de 2022 est encore plus cruelle, car la gauche recule de 5 points de pourcentage, et s'effondre en voix. Alors que le monde du travail est écœuré des coups portés par Macron et par la classe



capitaliste, le rafistolage de l'union de la gauche n'a pas suffi à créer les illusions qu'elle espérait susciter. Peut-être parce que bien des travailleurs ont gardé de mauvais souvenirs de ses passages au gouvernement, de Jospin à Hollande, sans remonter à Mitterrand. Pendant la campagne présidentielle, Mélenchon a expliqué qu'en votant pour lui les travailleurs s'épargneraient des grèves et des manifestations, par exemple contre la retraite à 65 ans. Aux législatives, les dirigeants de la Nupes ont tenu le même discours. À l'issue du scrutin, ils se sont réjouis, le député LFI Adrien Quatennens expliquant par exemple : « Il n'y a pas de majorité dans ce pays pour appliquer par exemple la retraite à 65 ans, ou le travail en contrepartie du RSA » (LCI, 20 juin). Autrement dit, le monde du travail n'aurait pas à s'inquiéter, protégé qu'il sera par la nouvelle Assemblée nationale. À l'avenir, si les travailleurs veulent éviter de voir leur condition encore reculer, ils auront intérêt à ne pas écouter des politiciens qui voudraient les désarmer de façon aussi grossière.

C'est malheureusement l'extrême droite qui progresse. Le Rassemblement national (89 sièges) est le vrai vainqueur du scrutin. La progression de l'extrême droite était déjà vi-

sible à la présidentielle, elle l'est de nouveau aux législatives, où le RN passe en cinq ans de 13 % à 19 % des suffrages exprimés au premier tour, auxquels on peut ajouter les 4 % des zemmouristes. Entre les deux tours, le RN a engrangé des suffrages supplémentaires. Cette influence est lourde de menaces pour l'avenir. En effet le RN fait de bons scores dans des circonscriptions ouvrières, dans le Nord et le Pas-de-Calais, ainsi que dans plusieurs autres départements. Il renforce sa présence et son implantation. Le RN, qui a gagné du crédit ces dernières années en posant au parti anti-Macron, cédera-t-il aux sirènes macronistes pour un plat de lentilles ou un marouquin ? L'avenir le dira. Le fond du problème reste son poids et l'adhésion aux idées réactionnaires, racistes et antiouvrières qu'il véhicule.

*

Dans cette situation instable, la pression de la bourgeoisie va s'accroître. L'aggravation de la crise capitaliste, les tensions sur les marchés et la guerre en Ukraine exigent des réponses rapides de la part des serviteurs politiques des capitalistes. Alors, plus que jamais, il faudra que les travailleurs se mobilisent pour empêcher les attaques qui se préparent, pour ne pas payer les dépenses militaires accrues, l'inflation et toute la crise capitaliste. Plus que jamais, il faut construire un parti qui représente vraiment les intérêts de classe du monde du travail, un parti communiste révolutionnaire, qui arme les travailleurs contre les menaces sans distiller aucune illusion.

23 juin 2022



L'extrême gauche aux élections législatives

Lutte ouvrière présentait des candidats dans 554 circonscriptions : les 539 circonscriptions de métropole, 7 dans l'île de La Réunion et, avec Combat ouvrier, 4 candidats en Guadeloupe et 4 en Martinique.

Nos 554 candidats obtiennent un total de 229 810 voix, soit 1,04 % des suffrages exprimés dans ces circonscriptions. Ces résultats, quoique modestes, sont en progression par rapport aux élections législatives de 2017, où nos 553 candidats avaient obtenu 159 470 voix (0,72 %), et par rapport à celles de 2012, où nous avions obtenu 126 522 voix (0,50 % des suffrages exprimés dans 552 circonscriptions).

Nos lecteurs trouveront sur notre site Internet le détail de ces résultats. Lutte ouvrière a obtenu plus de 1 % des voix dans 270 circonscriptions. Nous obtenons nos résultats les plus élevés dans les circonscriptions les plus ouvrières du pays, en particulier dans celles de Roubaix-Wattrelos dans le Nord (2,15 %), Châtellerauld dans la Vienne (2,59 %), Toul en Meurthe-et-Moselle (2,18 %), de Saint-André et Saint-Benoît à La Réunion (2,76 %). Sur celle de Pantin-Aubervilliers, Nathalie Arthaud obtient 537 voix (2,43 %). Dans un certain nombre de circonscriptions, des adhérents du PCF ont déclaré voter pour nos militants plutôt que pour des candidats

socialistes ou écologistes, investis par la Nupes.

Le NPA ne revendiquait que 12 candidatures, contre 27 en 2017 et 366 en 2012. Dans les autres circonscriptions, le NPA, « pas rancunier » d'avoir été écarté par la gauche lors de son alliance électorale, soutenait les candidats de la Nupes. Nos lecteurs trouveront plus loin (p.10) de larges extraits d'un forum de la fête de Lutte ouvrière (« Lutte ouvrière et le mouvement trotskyste »), où nous analysons cette politique. Ainsi, à Pantin et Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, contre Nathalie Arthaud, le NPA a soutenu le député LFI patriotard Bastien Lachaud, qui s'était indigné de la présence du drapeau européen sous l'Arc de Triomphe, et qui vante régulièrement les mérites des armes et des avions de guerre français. Dans certaines circonscriptions, dans les Hauts-de-Seine, la Gironde ou la Moselle, le NPA a poussé le ridicule jusqu'à soutenir des candidats Nupes contre... des candidats du NPA (communiqué du 31 mai). Au total, entre les candidats qui étaient reconnus par leur di-

rection et ceux qui ne l'étaient pas, il semble que 16 candidats étiquetés NPA totalisent 2 868 voix (0,46 %).

Le POID présentait 115 candidats et appelait à voter dans les autres circonscriptions « *en faveur des partis et organisations issus historiquement du mouvement ouvrier* » – faut-il comprendre du PS et du PCF ? Ils obtiennent 24 825 voix, soit 0,57 % des suffrages exprimés dans ces 115 circonscriptions. Quant au POI, après avoir soutenu Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle, il soutenait les candidats de la Nupes aux élections législatives.

Encore une fois, nos résultats sont modestes. Dans une situation marquée par l'abstention des classes populaires, par la poussée de l'extrême droite et par le vote pour les candidats Nupes, les résultats de Lutte ouvrière, certes minoritaires, montrent que le courant qui défend la perspective communiste et révolutionnaire se maintient dans le pays.

23 juin 2022



La progression de l'extrême droite en Guadeloupe et en Martinique

Pour la première fois, un candidat du Rassemblement national (RN), ex-Front national (FN), le parti de Marine Le Pen, est parvenu au deuxième tour des élections législatives de juin 2022 en Guadeloupe.

Il s'agit du dirigeant du RN en Guadeloupe, Rody Tolassy, candidat dans la troisième circonscription. Battu au deuxième tour, il réalise néanmoins un très bon score de 47,88 % des suffrages exprimés, avec 11 393 voix, un nombre en augmentation de 174 % par rapport au premier tour, contre son adversaire, Max Mathiasin, candidat de la majorité macroniste (Ensemble), député sortant et réélu avec 52,12 % des suffrages exprimés et 12 402 voix. Ailleurs, le RN a aussi beaucoup progressé : 6,92 % des suffrages exprimés au premier tour dans la première circonscription (où il ne se présentait pas en 2017), 12,09 % dans la deuxième circonscription, contre 2,05 % pour le FN en 2017.

En Martinique, la progression est bien moindre mais reste considérable. Le RN y a plus que doublé son nombre de voix de 2017, passant de 916 à 1 990 voix, avec des candidats dans les quatre circonscriptions en 2017 comme en 2022.

On est donc bien loin de l'époque où des manifestations hostiles à cette même extrême droite empêchaient son chef, Jean-Marie Le Pen, d'atterrir



Rody Tolassy et Marine Le Pen (photo sur leur circulaire électorale du deuxième tour).



Marine Le Pen se bouche les oreilles, prise à partie par des manifestants qui lui crient « Dehors ! », alors qu'elle devait passer en direct sur France TV Guadeloupe, samedi soir 26 mars 2022.

à l'aéroport de Pointe-à-Pitre et de Fort-de-France. Contrairement à la dernière manifestation contre Marine Le Pen qui eut lieu le 26 mars 2022 en

Guadeloupe, ces manifestations étaient à l'époque approuvées par la population. En quelques décennies, cette extrême droite a gagné une certaine implanta-

tion au sein des masses populaires de Guadeloupe. Et cela, au point d'être très largement en tête au deuxième tour de l'élection présidentielle en Guadeloupe et en Martinique, ainsi que dans tout l'outre-mer français, hors océan Pacifique, et en particulier à La Réunion, à Mayotte et en Guyane.

Cette progression suit la même courbe ascendante du FN puis du RN dans l'Hexagone depuis plusieurs décennies. La progression, quoique régulière, fut pendant longtemps plus rampante, plus sourde dans l'outre-mer, jusqu'à une augmentation soudaine aux dernières élections européennes puis au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2022.

UN PETIT HISTORIQUE DE L'EXTRÊME DROITE EN GUADELOUPE

Cette flambée électorale du Rassemblement national n'est pas la première apparition politique de l'extrême droite en Guadeloupe. Dans les années 1980, elle s'était manifestée, sans être liée officiellement à l'ancêtre du Rassemblement national, le Front national, contre l'immigration dominicaine et haïtienne. Elle était alors emmenée par un agitateur béké de droite à la solde du patronat local (les békés sont les possédants issus des vieilles familles esclavagistes blanches). Il s'agissait de Raymond Viviès, décédé en 2002. Au début des années 1980, il appelait carrément à des pogroms contre les immigrés suite à l'assassinat d'une lycéenne par un immigré de la Dominique.

Puis Raymond Viviès a été élu sur la liste d'Ibo Simon, un autre agitateur de droite, en 1998 aux élections régionales.

Ibo Simon, un Noir, issu d'un milieu populaire pauvre, a fait une courte carrière politique avec les idées de l'extrême



Ibo Simon sur Canal 10 le 30 juin 1999, image reprise dans l'émission *Introspection* sur Yannistv en 2010.

droite, en s'en prenant particulièrement à l'immigration haïtienne. Avec 8 % des voix, sa liste obtint des élus au conseil municipal de Pointe-à-Pitre en 1995. En 1997, il obtint plus de 14 % des suffrages à l'élection législative. Toujours à la surprise générale, sa liste obtint deux fois 7 %, et deux sièges, aux élections régionales. Et en 2001, à l'élection municipale, il progressait de façon spectaculaire à Pointe-à-Pitre avec 22 % des voix et mettait en ballottage le maire de Pointe-à-Pitre, réélu depuis 1965, le docteur Henri Bangou. Chroniqueur à Canal 10, une chaîne de télévision populaire, il en profitait pour soigner quotidiennement sa popularité.

Ibo Simon créa un parti : Gwadeloup doubout. Il en fit une machine de guerre contre l'immigration haïtienne. Il lança des appels à incendier les magasins détenus par des Haïtiens en Guadeloupe, ce que firent à plusieurs reprises ses groupes d'action. Il prônait la violence physique contre les immigrés haïtiens. Ces agissements ont choqué une partie de la population.

Peu de temps après ces méfaits, une énorme manifestation de rue, de plusieurs milliers de

personnes, à l'appel d'associations, d'organisations politiques de gauche, d'extrême gauche et de syndicats, permit d'intimider Ibo Simon et ses partisans. Petit à petit, ce dernier mit fin à ses activités et il sombre un peu dans l'oubli aujourd'hui.

Cependant, le terreau social sur lequel a prospéré Ibo Simon, lui, n'a pas disparu. Il s'est même renforcé. C'est la pauvreté croissante, le chômage, les difficultés de toutes sortes qui engendrent au sein des couches populaires des réactions de rejet de l'immigré. Ce dernier devient le bouc émissaire de tous les maux sociaux. C'est le cas, du reste, dans pratiquement tous les pays du monde.

LES RAVALEMENTS DE FAÇADE DU RN

Marine Le Pen aura réussi la dédramatisation de son parti. Ce dernier n'apparaît plus comme ouvertement raciste. Elle a commencé son ravalement de façade en excluant du FN en 2015 son père, Jean-Marie Le Pen, lui qui n'était pas avare de propos ouvertement racistes. Le but était de se donner une image de parti plus respectable, de parti

pouvant devenir présidentiel dans un contexte plus immédiat que ce qu'ambitionnait son père.

Aussi, la population ne croit plus à l'argument du racisme à opposer au RN, comme il y a vingt ou trente ans. Il y a peu d'exemples évidents pour le prouver aujourd'hui, même si les députés RN au Parlement européen ont refusé de voter la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité. Or c'était précisément, à l'époque, cet argument du racisme du FN qui motivait la colère de beaucoup de gens dans un pays à majorité noire, indienne et de couleur, où la population est, de par son histoire, particulièrement sensible au racisme.

Dans l'électorat du RN figure une partie du milieu colonial traditionnel blanc, petits et gros patrons, gendarmes, CRS, militaires blancs. Mais aujourd'hui, à côté de cette frange du milieu colonial, le peuple noir et indien est majoritaire dans l'électorat RN. Les candidats du RN ou FN, qui pendant longtemps étaient des Blancs, sont aujourd'hui des Noirs.

LA RESPONSABILITÉ DES GRANDS PARTIS OFFICIELS

À l'échelle de toute la France, comme à celle de la Guadeloupe et de la Martinique, depuis des années, face à l'aggravation de la situation des travailleurs et des couches populaires, les partis de gouvernement de gauche et de droite n'ont opposé aucune politique capable de redonner confiance aux masses populaires. Pire, ils ont parfois, par démagogie populiste, repris les arguments xénophobes de l'extrême droite contre l'immigration, pour flatter une partie de la population anti-immigrés.

En Guadeloupe, Félix Proto, l'un des dirigeants du Parti socialiste local, avait même fait

liste commune avec Ibo Simon à l'élection municipale de Pointe-à-Pitre en mars 2001 !

Pendant que s'accroissait la pauvreté dans les couches populaires, ces partis ont sans cesse servi une soupe de plus en plus grasse au grand patronat. Du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) de Hollande au « quoi qu'il en coûte » de Macron, des milliards d'argent public sont déversés dans les coffres-forts des grosses sociétés.

À l'élection présidentielle de 2022, cette politique a conduit une majorité d'électeurs à se tourner vers les opposants à Macron, en Guadeloupe comme en Martinique ainsi que dans l'île de La Réunion et en Guyane. Au premier tour de la présidentielle, c'est Mélenchon qui arriva largement en tête aux Antilles, avec 56,16 % des suffrages exprimés en Guadeloupe et 53,10 % en Martinique. Au deuxième tour, Mélenchon éliminé, l'électorat s'est alors tourné massivement vers le seul opposant à Macron en lice : Marine Le Pen, qui remporta 69,60 % des suffrages exprimés en Guadeloupe et 60,87 % en Martinique. Le nombre de voix de Marine Le Pen a été multiplié par 2,8 en Guadeloupe et par 2,4 en Marti-

nique par rapport au deuxième tour de la présidentielle de 2017, où le nombre de voix Le Pen avait déjà plus que doublé par rapport au premier tour.

Ce succès à la présidentielle a donc incontestablement joué comme propulseur aux élections législatives, où les candidats du RN ont pu surfer sur la vague et augmenter leurs scores par rapport à 2017, au point que l'un d'entre eux est parvenu au deuxième tour en Guadeloupe.

LES RAISONS DU VOTE RN EN GUADELOUPE ET EN MARTINIQUE

Un certain nombre d'électeurs ont sans doute voté par adhésion à certaines idées prônées par le RN, en ce qui concerne sa lutte anti-immigrés, reprochant au gouvernement son laxisme face à l'arrivée de réfugiés haïtiens en Guadeloupe et en Martinique. Mais ils ne constituent pas la majorité des électeurs RN. La majorité nourrit surtout une grande colère contre Macron et son gouvernement.

C'est une colère contre la dégradation générale des conditions de vie : chômage, manque d'eau, services publics défaillants, obligation vaccinale sur



Max Mathiasin, quand il était encore au Parti socialiste, avant 2017. Ici avec François Hollande.



Pendant la grande grève des ouvriers de la banane en 2017, travailleurs haïtiens et guadeloupéens ensemble dans la lutte.

une population largement hostile à la vaccination, et qui s'accompagne de la suspension de nombreux salariés de la santé, sans salaire depuis bientôt un an.

Notons que Marine Le Pen, à la présidentielle, et ses candidats, aux législatives, ont réclamé avec force la réintégration des travailleurs de la santé suspendus, s'attirant les votes de bon nombre d'entre eux ainsi que ceux de certains travailleurs et militants syndicaux opposés à l'obligation vaccinale.

Beaucoup parmi le petit peuple pauvre qui vote RN ont été aussi choqués par les propos de Macron disant qu'il a bien « envie d'emmerder les non-vaccinés ».

Pour la majorité des électeurs RN de Martinique et de Guadeloupe, c'est donc surtout cette colère contre Macron qui explique leur vote en faveur du RN. Il était perçu par une partie de la population comme le moyen d'exprimer leur colère dans les urnes. D'autant que, dans la troisième circonscription de Guadeloupe, le candidat devancé au premier tour par le candidat du RN, puis vainqueur au deuxième tour, Max Mathiasin, apparenté Modem à l'As-

semblée nationale, est un allié et un soutien de Macron.

Que la colère d'une partie de la population se reporte en majorité, par défaut, sur l'extrême droite montre bien l'inexistence ou la faiblesse d'autres partis ou candidats pouvant capter cette colère. Et notamment l'inexistence d'un parti communiste révolutionnaire, notre groupe, présent dans les quatre circonscriptions de Guadeloupe et les quatre de Martinique, demeurant bien trop faible.

Lorsque des luttes ouvrières et populaires, offensives et larges, menées consciemment par les travailleurs, auront créé les conditions favorables à l'émergence d'un parti ouvrier révolutionnaire, alors les conditions seront réunies pour qu'il puisse capter la colère des masses. Faute de quoi, les illusions que se font les travailleurs et les classes populaires sur les politiciens de la bourgeoisie demeureront fortes, jusqu'à voter pour leurs pires ennemis.

Le Rassemblement national est un parti bourgeois populiste qui utilise les difficultés des travailleurs et des classes défavorisées pour accroître son audience. Mais il ne les appelle pas à se battre contre le grand

patronat car au fond il soutient ce dernier. Ses dirigeants ne s'en prennent jamais aux grosses fortunes. Marine Le Pen, millionnaire, est même l'une d'entre elles.

C'est un parti truffé de racistes, de nostalgiques du nazisme, de suprématistes blancs. Il a des ramifications dans la police et dans l'armée. Si demain il parvenait au pouvoir, il tenterait de mettre au pas, y compris physiquement, la classe ouvrière qui se bat. Ce type de parti a déjà existé dans le monde dans les années 1920 et 1930. En Allemagne, le Parti national-socialiste est parvenu au pouvoir et dix ans plus tôt en Italie le parti de Mussolini. En France, il y eut les Croix-de-Feu, la Cagoule, l'Action française et bien d'autres.

Les travailleurs et les membres des classes populaires qui votent RN se tirent une balle dans le pied. Ils votent contre leurs propres intérêts et pour leurs pires ennemis.

La tâche des militants communistes révolutionnaires de notre courant est de combattre les idées d'extrême droite présentes au sein des masses opprimées en lui opposant une politique de lutte de classe

révolutionnaire.

À cette fin, un travail patient d'explication s'impose, pour faire renaître la conscience de classe parmi les travailleurs et les pauvres. Mais rien ne remplacera les luttes de masse conscientes et offensives du mouvement ouvrier. C'est au cours de ces luttes que les travailleurs se feront une idée plus claire de leurs faux amis du RN, car ces derniers apparaîtront plus ouvertement alors comme des politiciens au service du grand patronat.

La progression du RN dans

les urnes est un revers pour les travailleurs de Guadeloupe et de Martinique, comme dans l'Hexagone. Elle est l'expression d'un recul du mouvement ouvrier dans une période marquée par la crise et la décadence du monde capitaliste à l'échelle mondiale. Elle est donc propice à l'apparition de toutes sortes d'aventuriers de la politique. Ces partis et ces hommes qui mettent au ban de l'humanité une partie d'entre elle parce qu'immigrée ne peuvent représenter l'avenir, ni en Martinique, ni en Guadeloupe, ni ailleurs.

L'avenir est du côté de ceux qui les combattent au nom de l'ensemble des travailleurs et de leurs intérêts de classe : Martiniquais, Guadeloupéens, Haïtiens, Dominicains, Arabes, Africains, aux côtés de leurs frères exploités d'Europe, d'Asie et d'Amérique et de toute couleur de peau, membres d'une seule classe ouvrière.

Sur les deux îles de Guadeloupe et Martinique, c'est le combat que mènent les communistes révolutionnaires de Combat ouvrier.

22 juin 2022



Meeting LO-PCR pour les européennes de 1979.

Lutte ouvrière dans le mouvement trotskyste

Cet article est composé d'extraits des interventions que nous avons faites le 28 mai dernier à Presles, lors de notre fête annuelle, dans le cadre d'un forum que nous avons consacré à la politique de Lutte ouvrière dans le mouvement trotskyste. Ce forum était organisé en lieu et place du débat traditionnellement organisé avec le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), après que celui-ci eut refusé d'y participer.

LE NPA, LE VOTE MACRON, MÉLENCHON ET LA NUPES

Concernant la situation politique en France, je voudrais commencer par revenir sur la position du NPA par rapport au deuxième tour de l'élection présidentielle. Après avoir commencé par dire, au soir du premier tour, qu'aucune voix ne devait aller à Le Pen, en critiquant vaguement « *la politique libérale de Macron* », ils ont très vite cessé de parler de Macron pour répéter qu'il était « *vital que l'extrême droite soit battue* ». Ce qui représente, sans le dire clairement, un appel à voter pour Macron.

Beaucoup de travailleurs ont préféré s'abstenir plutôt que de choisir entre la peste et le choléra. D'autres travailleurs, nombreux malheureusement, sont à ce point désorientés qu'ils ont voté Le Pen pour chasser Macron. Apparaître comme préférant Macron revient à se couper de ces travailleurs-là. Il y avait un combat politique à mener, des discussions à avoir avec beaucoup de travailleurs, non pas pour les convaincre de soutenir Macron, celui qu'ils considéraient comme un enne-

mi, voire leur pire ennemi, mais pour tenter de les convaincre que la politique menée par Macron n'était pas liée à sa seule personnalité, mais qu'elle était celle que la bourgeoisie exigeait de celui qui gérait ses affaires, et qu'elle exigerait de tous ceux qui prétendaient occuper cette place, quelle que soit leur étiquette politique.

Après avoir appelé à soutenir Macron, la direction du NPA s'est engagée dans des discussions avec l'Union populaire de Mé-

lenchon. L'objectif était, selon le NPA, d'aboutir à l'« *unité d'action dans la rue et dans les urnes* », formule à laquelle les camarades du NPA ont souvent recours, pour justifier cette fois un accord électoral avec la gauche réformiste. Mélenchon vient du PS, il se présente lui-même comme miterrandolâtre. Il a été ministre dans le gouvernement dirigé par Jospin, entre 2000 et 2002, alors que Chirac était président. C'est ce politicien bourgeois, de la gauche réformiste, que le NPA



Le jeune Mélenchon et Mitterrand.

l'Anticapitaliste

n°620 | 16 juin 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



La une de l'hebdomadaire du NPA du 16 juin, entre les deux tours des législatives.

présente comme « incarnant un réformisme renouvelé », avec un « positionnement plus radical que ce qu'incarnait le PS depuis 1983 ». Pour présenter Mélenchon et son smic à 1 500 euros comme du radicalisme renouvelé, il faut vraiment se contenter de peu !

Dans la déclaration de son conseil politique national du 5 mai, le NPA est revenu sur son objectif et sur la façon dont ces discussions ont évolué : « Nous souhaitons qu'une majorité de gauche de rupture, au moins le plus d'élus possible, puisse exister à l'Assemblée. [...] Une dynamique d'union serait un signal positif en direction du mouve-

ment social et des luttes, redonnant confiance aux opprimés et aux exploités [...]. Sur le plan programmatique, nous avons écrit un texte. » Ils ajoutent qu'ils étaient prêts à soutenir le gouvernement, « avec Mélenchon pour Premier ministre ». Et puis, patatras, il y a eu l'accord avec les Verts, et surtout avec le PS !

Cet accord avec le PS, le NPA y a vu « un point de bascule ». Comme si l'alliance de LFI avec le PS était une surprise, une trahison, comme si ce n'étaient pas ces partis-là, le PS et les Verts, leurs réseaux, que Mélenchon voulait mettre derrière lui, le NPA n'étant que la cinquième roue du carrosse.

Toujours dans ce texte, bien moins que des questions programmatiques, le NPA se plaint du fait que les mélenchonistes ne lui ont proposé que cinq circonscriptions, « dont aucune n'est éligible ». Constatant que le PS s'est vu accorder trois fois plus de circonscriptions que ce qu'il a pesé, et « le NPA trois fois moins », ces camarades en ont conclu que « l'Union populaire aurait souhaité une participation du NPA à la Nupes, mais sans possibilité d'existence réelle en son sein ».

Pour dire les choses simplement, Mélenchon souhaitait pouvoir associer l'étiquette NPA, mettre un peu de couleur rouge sur la façade de l'union de la gauche, sans rien concéder au NPA. Eh bien c'est exactement ce qui se passera ! En effet, pas rancunier, comme l'a développé Philippe Poutou dans une conférence de presse mercredi 25 mai, le NPA soutiendra, d'une façon militante, donc en faisant leur campagne, les « candidats de gauche de rupture » de la Nupes, sans même participer à la Nupes ! « On s'inscrit dans la campagne sans être dans l'accord », a-t-il dit !

Pour ces camarades, cet accord électoral qu'ils souhaitent, c'était, prétendent-ils, pour encourager les luttes. En quoi est-ce un encouragement aux luttes que de soutenir un Mélenchon qui déclarait au moment de la présidentielle qu'en votant pour lui, on économiserait des kilomètres de manifestations ! Développer les illusions dans cette gauche très vaguement réformiste, en quoi est-ce un encouragement aux luttes ? En tout cas, Mélenchon souhaite, lui, que ce ne soit pas le cas et il le dit clairement.

Et si les luttes se développent, ces illusions peuvent avoir des conséquences encore plus dramatiques ! Car ces luttes seront menacées d'être dévoyées et trahies par des politiciens comme Mélenchon.

Dossier
RETOUR SUR LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
Pages 6 et 7

ÉDITO
La question de Laura
Page 2

PREMIER PLAN
Crimes policiers, Justice et vérité pour Rayana et toutes les autres
Page 2

ACTU INTERNATIONALE
États-Unis. Une commission de la Chambre des représentants affirme que Trump était au centre de la tentative de coup d'État
Page 4



LIBRE EXPRESSION
Pour une décroissance écosocialiste, par Michael Löwy, Bengi Akbulut, Sabrina Fernandes et Giorgos Kallis
Page 12



Rappelons que, quand les travailleurs se sont lancés dans une grève avec occupation d'usines en mai-juin 1936, les dirigeants syndicaux, les dirigeants du PC et du PS ont réussi à convaincre les travailleurs qu'il fallait savoir terminer une grève et laisser du temps au gouvernement de Front populaire de Blum pour faire le reste. Le reste n'est jamais venu, car Blum a fait mine de découvrir le « mur de l'argent ». Les illusions dans la gauche de l'époque ont désarmé les travailleurs face à la contre-offensive patronale qui est venue très rapidement après, car les patrons, eux, n'abandonnent jamais !

Rappelons que les trahisons de la gauche au pouvoir, depuis celles de Mitterrand, de Jospin et, la dernière en date, avec Hollande, ont joué un rôle décisif dans le recul de la conscience politique des travailleurs, en discréditant les partis de gauche, en démoralisant leurs militants. On ne sait pas si l'opération politique de Mélenchon va suffire à effacer des années de trahison et à ranimer les illusions dans l'union de la gauche. Mais la direction du NPA considère qu'il n'y a rien de plus urgent que de contribuer à aider Mélenchon à le faire. Cela ne peut que préparer les trahisons de demain, qui auront des conséquences encore plus dramatiques s'il y a des luttes !

En réalité, la direction du NPA a besoin de trouver des justifications théoriques à un opportunisme qui a toujours le même fondement : à toutes les époques, ils sont toujours à la recherche d'un mouvement qui marche, qui a du succès, pour « s'insérer dedans », comme ils disent ; ou, pour parler plus simplement, ils sont toujours à la recherche d'une locomotive à laquelle raccrocher leur wagon, ce qui les amène à suivre ici la gauche réformiste.

Cette démarche est assez bien illustrée dans un article récent

intitulé « L'avènement d'une nouvelle gauche », dans la revue *L'Anticapitaliste* du mois de mai. L'auteur écrit, parlant du NPA : « Notre activité se résume souvent à la propagande et à la participation – parfois même de l'extérieur – aux combats syndicaux. » Et de conclure : « Nous avons besoin d'un choc pour nous reconnecter aux préoccupations et aux modes d'action réelle des classes populaires. » En quoi consiste ce choc, nous l'apprenons juste après : « Dans le 20^e arrondissement de Paris par exemple, nous tentons de nous intégrer à la campagne de Danièle Simonnet [une des principales dirigeantes de La France insoumise], qui combine des moments de débats collectifs avec un travail systématique de rencontre des habitants de ce quartier très populaire par les diffusions de tracts devant les écoles et le porte-à-porte le soir. »

Eh bien nous, ce « travail systématique », nos camarades le connaissent et le font pour défendre les idées révolutionnaires ! Parce que je ne sais pas si c'est plus facile de se présenter devant les travailleurs en porte-à-porte avec l'étiquette Nouvelle union populaire, mais nous ne voulons pas mentir aux travailleurs, nous comporter comme des marchands d'illusions. Ces marchands d'illusions, nous les dénonçons au contraire.

Dans le même article, l'auteur écrit que le NPA présentera des listes alternatives dans une grosse dizaine de circonscriptions, en particulier contre des candidats issus du PS, des Verts, voire de LREM. Mais, explique l'auteur, « nous devons éviter l'écueil de construire des listes qui viseraient à dénoncer les réformistes ». De ce fait, pour ne citer que cet exemple, le NPA a décidé de ne pas présenter de candidat face au dirigeant des Verts, Julien Bayou, dans la 10^e circonscription de Paris. Dans un communiqué, le NPA explique : « Nous n'étions pas en mesure de susciter une candida-

ture unitaire alternative, aucune force ne se détachant de la Nupes contre la candidature de Bayou. » Et de poursuivre : « Notre candidature n'aurait eu qu'un impact sans doute dérisoire, compte tenu du fait que la Nupes frôle 50 % sur la circonscription. »

Eh bien nous, c'est tout l'inverse ! Lutte ouvrière a présenté des candidats face à Bayou, à Simonnet, face aux réformistes, pour dénoncer leurs mensonges devant les travailleurs, pour dénoncer ces marchands d'illusions ! Face à Simonnet, dans le 20^e arrondissement de Paris, Arnaud Charvillat, facteur, un militant qui travaille à La Poste du 20^e, est candidat et fera campagne, même en sachant que son score sera peut-être dérisoire, suivant les critères du NPA. Nous pensons, nous, que l'essentiel n'est pas le résultat, car nous ne sommes pas électoralistes. Nous pensons qu'il est essentiel de s'adresser directement aux travailleurs, en tenant le langage de communistes révolutionnaires et non celui de réformistes un peu teintés de rouge ! Que l'objectif, dans une telle campagne, est de préparer l'avenir et de permettre à ceux qui, dès aujourd'hui, sont susceptibles, même très minoritaires, de se reconnaître dans ce programme, dans ces idées, de les conforter, de leur dire qu'ils ont raison de penser ça, qu'ils doivent être fiers d'avoir confiance dans les luttes de la classe ouvrière, et seulement dans ces luttes, pour changer la société.

LE NPA ET LA GUERRE EN UKRAINE

Les camarades du NPA témoignent du même opportunisme envers des nationalistes ukrainiens que celui dont j'ai parlé vis-à-vis de l'union de la gauche. Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la position du Secrétariat unifié, le courant auquel ap-



Autocollant aux couleurs du drapeau ukrainien, publié sur le site du NPA le 31 mars.

partient le NPA, consiste à revendiquer la livraison d'armes à l'Ukraine et à exiger des sanctions contre la Russie. «*Par solidarité avec la résistance ukrainienne*», expliquent-ils.

L'invasion de l'Ukraine avait de quoi choquer, horrifier, il fallait la condamner, la dénoncer, dénoncer les méthodes de terreur de Poutine et son mépris total pour les populations ukrainiennes, et aussi russes, qui se retrouvaient plongées dans une guerre fratricide. Mais que des militants se disant révolutionnaires, trotskystes pour certains, réclament «*des armes pour l'Ukraine*», sans distinguer les intérêts sociaux opposés, c'est choquant ! Ils sont capables de parler de lutte de classe dans leurs textes, et en même temps ils considèrent que ça ne joue plus de rôle en Ukraine avec l'invasion russe. Ils deviennent des partisans de l'union nationale face aux Russes !

Pour eux, la guerre entre l'Ukraine et la Russie est une guerre de libération nationale opposant un petit pays face à une grande puissance. Le fait que l'Ukraine soit appuyée par l'impérialisme américain, ça ne compte pas ! Et là, depuis plusieurs semaines, on voit combien Biden ne mégote pas sur les livraisons d'armes, qui se chiffrent en dizaines de mil-

liards de dollars. Et quand on prend en compte le rôle de l'impérialisme américain, sa politique menée depuis la dissolution de l'URSS, qui consiste à accroître la pression militaire sur la Russie, en menant une politique d'encerclement à travers l'Otan qui a intégré de plus en plus de pays d'Europe de l'Est... Quand on prend en compte tout ça, on comprend que c'est une guerre impérialiste, une guerre où c'est l'impérialisme qui est à l'offensive. Si on perd de vue cela, on se retrouve dans le camp de l'impérialisme !

Dans une déclaration faite le 7 avril par le Mouvement socialiste russe et le Mouvement social d'Ukraine, qui sont liés à la IV^e Internationale, on peut lire : «*Il est très naïf de demander la démilitarisation de l'Europe de l'Est [c'est-à-dire la sortie de l'Otan] car, à la lumière des circonstances actuelles, cela rendrait les pays d'Europe de l'Est vulnérables à l'agression de Poutine.*» Donc ce texte, publié dans *L'Anticapitaliste*, vante les mérites de l'Otan, comme bouclier protecteur contre Poutine.

Pour notre part, nous sommes bien incapables, de loin et sans implantation militante dans ce pays, de proposer aux travailleurs d'Ukraine une politique qui corresponde à leurs intérêts. Telle n'est pas notre prétention.

Ce qui est en revanche certain, c'est qu'elle ne consisterait pas à s'aligner derrière le gouvernement de Zelensky, au nom de la résistance à l'invasion.

Des militants qui se préoccupent d'exprimer les intérêts des travailleurs n'oublient jamais que la classe ouvrière se doit en toutes circonstances d'avoir une politique indépendante. Ils chercheraient à montrer que Zelensky, c'est le représentant des oligarques, des bourgeois ukrainiens, des couches sociales qui exploitent et oppriment les travailleurs.

Une politique internationaliste, à l'opposé de celle des nationalistes, consisterait à tenter de s'adresser aux soldats russes, pour essayer de les détacher de Poutine et des généraux qui organisent cette guerre fratricide, en s'appuyant sur les multiples liens personnels, familiaux, économiques, culturels qui unissent encore les Russes et les Ukrainiens. On ne trouvera pas un seul mot là-dessus dans les textes de la IV^e Internationale, qui ne sont pas avares sur l'emploi du mot «*solidarité*», mais seulement quand il s'agit d'appuyer les nationalistes !

Ici, en France, vis-à-vis de la gauche, ou en Ukraine, avec des nationalistes, c'est le même opportunisme, le même suivisme et la même incapacité à envisager de créer des organisations proposant une politique indépendante au prolétariat.

LE COURANT COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE FONDÉ PAR MARX ET ENGELS

Nous nous revendiquons de cette tendance communiste révolutionnaire qui existe depuis Marx.

Le début du 19^e siècle fut une époque de bouleversements. La Grande-Bretagne était en pleine révolution industrielle. Et la Révolution française avait ébranlé toute l'Europe. Marx et Engels

étaient de ces intellectuels radicaux, progressistes, « jacobins ardents » comme avait dit Engels, qui voulaient que l'Allemagne féodale dans laquelle ils vivaient rentre enfin dans le monde des nations modernes.

Et, dans ce chaudron européen, ils apportèrent une vision du monde totalement révolutionnaire, en découvrant que tous ces événements bouleversant la vie des peuples étaient le fruit de la lutte des classes entre la noblesse, la bourgeoisie et la classe ouvrière. Car Marx et Engels comprirent qu'au milieu de la masse informe des déshérités était en train de se constituer une nouvelle classe sociale, n'ayant pas conscience d'elle-même, mais ayant des réflexes originaux qui lui étaient propres. Avec ses premières grèves, ses premiers syndicats, cette classe inventait de nouvelles organisations collectives. Marx et Engels lui donnèrent ses lettres de noblesse, en comprenant son rôle historique d'être la seule classe capable de renverser la bourgeoisie.

Les communistes d'avant Marx avaient imaginé des sociétés idéales sorties de leur cerveau, sans fondements dans la réalité, utopiques. Mais c'est la classe ouvrière, en luttant pour son émancipation, qui renversera le capitalisme en expropriant la bourgeoisie. Elle mettra en place une nouvelle organisation sociale, fondée sur la collectivisation des moyens de production. La classe ouvrière devint la classe la plus moderne, armée des idées les plus abouties, celles du socialisme scientifique. Le mouvement ouvrier développa des organisations de tous genres et de toutes tendances. À travers la I^{re} Internationale créée par les ouvriers britanniques et français, Marx essaya de les unifier. Sa théorie pouvait donner un même ennemi à tous, la bourgeoisie, et un même programme révolutionnaire donnant la conscience d'appartenir

à une même classe sociale.

Après, se posait le problème d'organiser cette classe sociale et de la cultiver. C'est en Allemagne que la classe ouvrière a montré le chemin, avec la social-démocratie allemande. L'essor industriel de l'Allemagne s'était accéléré. Et la classe ouvrière se développait. La fusion de l'organisation des marxistes et de celle fondée par le militant allemand Ferdinand Lassalle créa le Parti social-démocrate allemand. L'époque n'était plus aux conspirations de quelques révolutionnaires agissant à la place des gens, mais celle où il fallait, par un travail de fourmi, gagner homme par homme le prolétariat. Ce fut un immense et patient travail d'organisation et d'agitation dans tout le pays. Et il y eut l'utilisation révolutionnaire du suffrage universel. Le pouvoir de Bismarck, instaurant des lois antisocialistes, avait interdit la propagande du parti et emprisonnait ses militants. Mais les candidatures aux élections étaient possibles. Malgré la répression, des millions de prolétaires allemands votèrent pour la social-démocratie, envoyant de plus en plus de députés au Parlement qui devenait une tribune pour le

mouvement socialiste.

Ce travail porta ses fruits. La social-démocratie eut des dizaines de journaux dans toute l'Allemagne, des milliers d'associations culturelles et sportives, créées au départ pour déjouer la répression. Et à travers les syndicats, que les militants socialistes avaient créés, elle organisait la majorité de la classe ouvrière. C'était une force défiant Bismarck, presque un État dans l'État. La classe ouvrière avait trouvé l'outil organisationnel qui pourrait lui permettre, elle qui était une classe nombreuse et sans aucune position dans la société, d'affronter la bourgeoisie. Et en 1889, avec d'autres partis socialistes de l'époque, le Parti social-démocrate allemand était en situation forte pour fonder la II^e Internationale.

La social-démocratie en tant que direction mondiale de la classe ouvrière révolutionnaire sombra face à l'épreuve la plus importante qu'elle eut à affronter, la guerre. En 1914, la direction du parti prit fait et cause pour sa bourgeoisie, abandonnant complètement l'internationalisme ouvrier. Ce fut un cataclysme. La révolutionnaire allemande Rosa Luxemburg qualifia la II^e Internationale de



Les délégués du congrès de Bâle de l'AIT (1^{re} Internationale) en septembre 1869.

COLLECTION IISH AMSTERDAM

« cadavre puant ». La réalité de la guerre eut raison de la propagande chauvine de la bourgeoisie. Et en 1918 la révolution ouvrière éclata en Allemagne. Mais la fraction de la social-démocratie qui avait fini par contester la guerre avait laissé la classe ouvrière impréparée pour la révolution qui éclatait. Quant à la fraction qui était passée avec armes et bagages du côté bourgeois, elle se chargea carrément de la répression.

Mais il y eut les bolcheviks ! Lénine releva le drapeau qu'avait laissé tomber la social-démocratie. La Russie était un pays retardataire, où le servage venait à peine d'être aboli et où la classe ouvrière ne représentait qu'une infime minorité à côté d'un océan de paysans pauvres. La jeunesse intellectuelle, en révolte contre la bureaucratie tsariste policière et bornée, avait tout tenté (réveiller les moujiks des campagnes, le terrorisme individuel). Elle se tourna enfin vers les idées marxistes. Même si la classe ouvrière était très minoritaire, elle seule était capable, si elle prenait conscience de ses intérêts, d'une cohésion dont la paysannerie ne serait jamais capable. Et cela ferait du prolétariat une force qui pourrait ensuite entraîner la paysannerie pour renverser le tsarisme et la bourgeoisie.

Pour organiser cette classe ouvrière, Lénine élaborait la conception d'un parti de « militants professionnels », dont le métier était d'organiser et cultiver les travailleurs partout, en relation étroite avec la direction du parti. Au départ, dans la tête de Lénine, une telle organisation centralisée avec une sélection des membres était imposée par les conditions spécifiques de la Russie. L'histoire allait montrer que ce type de parti permettrait à la classe ouvrière de prendre le pouvoir.

Au moment de la Première Guerre mondiale, seul le Parti bolchevique n'avait pas sombré



Lénine et Trotsky (au centre, en haut) avec d'autres dirigeants bolcheviks, célèbrent en 1919, sur la place Rouge à Moscou, le deuxième anniversaire de la révolution d'Octobre.

dans le chauvinisme. À partir de février 1917, dans la révolution russe, il joua un rôle prépondérant. D'un groupe réduit à peu de militants par la guerre, il se transforma en un gigantesque parti faisant corps avec les masses exploitées. La classe ouvrière s'empara de la direction de la société après avoir vaincu le tsarisme et chassé les bourgeois réfractaires.

Cet événement eut un écho planétaire. Une vague révolutionnaire déferla sur l'Europe, et les communistes russes dominèrent le mouvement ouvrier révolutionnaire. Ils fondèrent l'Internationale communiste, ou III^e Internationale, le parti mondial de cette révolution qui faisait face à toutes les bourgeoisies du monde, menaçant comme jamais l'ordre établi de la bourgeoisie.

LE STALINISME A BRISÉ LA CONTINUITÉ DU COURANT COMMUNISTE

Mais la vague révolutionnaire reflua dans tous les pays. En URSS, la révolution avait tenu. Mais le pays était détruit par la guerre mondiale et la guerre civile. La classe ouvrière avait tout donné pour vaincre les armées contre-révolutionnaires.

Elle en sortait laminée. Dans ce pays économiquement arriéré, l'isolement fut le terreau sur lequel se développa une bureaucratie soviétique qui mit la main sur les acquis de la révolution.

Mais, Lénine mort, il restait Trotsky, qui leva le drapeau de la lutte contre cette bureaucratie, entraînant des milliers de militants. C'était l'Opposition de gauche, dont on ne sait bien des choses que depuis que les archives du Parti communiste de l'Union soviétique ont été ouvertes, à la chute de l'URSS.

Pour cette Opposition, il n'était pas question de créer un nouveau parti à la place de celui qui avait fait la révolution russe, le parti de Lénine et de Trotsky. Les oppositionnels voulaient régénérer ce parti, en misant sur la classe ouvrière, sur sa capacité à reprendre le chemin de la révolution et à faire le ménage. L'Opposition regagna un pan entier du parti. Pour le congrès de 1927, elle sortit un programme contenant un certain nombre de revendications en faveur du renforcement de la classe ouvrière et mettant au premier plan la lutte contre les comportements bureaucratiques, proposant des mesures pour le retour de la démocratie à l'intérieur du parti. En réponse, la bureaucratie arrêta les militants

NOTRE TENDANCE
POLITIQUE : RÉIMPLANTER
LES IDÉES TROTSKYSTES
DANS LA CLASSE OUVRIÈRE

Notre tendance est née de militants qui voulaient rejoindre le combat des trotskystes en Espagne pendant la révolution mais qui se sont arrêtés à Paris au cours de l'année 1936. Puis, séparés de fait du reste du mouvement trotskyste par la guerre, ils se sont mis à construire un groupe sur la base des idées de Trotsky et avec l'idée que s'implanter dans la classe ouvrière était fondamental.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le mouvement trotskyste éparpillé par la guerre voulut se réunifier. Les camarades de notre tendance y étaient prêts, à condition de discuter d'un point important. Au début de la guerre, toute une partie des trotskystes français avaient sombré dans le chauvinisme en défendant l'idée qu'il fallait, contre l'armée allemande et la collaboration, soutenir la fraction de la bourgeoisie « pensant français ». Le reste du mouvement trotskyste a tout simplement refusé d'en discuter. Et cela a maintenu nos camarades à l'écart de cette réunification.

Même à part, nos camarades pensaient pouvoir faire la démonstration que, malgré le cordon sanitaire du PCF autour de la classe ouvrière, il était possible de gagner des cadres ouvriers, et montrer l'importance de ce travail d'implantation. Il y eut la grève à l'usine Renault de Billancourt en 1947, dirigée par Pierre Bois, militant de ce groupe, qui constitua un comité de grève contre l'appareil hégémonique de la CGT. Cela obligea cet appareil à étendre la grève à l'ensemble du site Renault. Et les ministres communistes, forcés de soutenir la grève, furent exclus du gouvernement. Malgré cela, les dirigeants du reste du mouvement trotskyste igno-

rèrent complètement cette démonstration. Ils étaient à la tête de la IV^e Internationale fondée par Trotsky, en avaient récupéré l'héritage, et cela leur suffisait bien.

De même, ils ne cherchèrent jamais à s'implanter dans la classe ouvrière. La division de fait devint une division politique. D'autant plus qu'ils justifiaient théoriquement leur renoncement, en prétendant qu'à cause de l'hégémonie du PCF dans les usines il fallait gagner les « couches périphériques du prolétariat ». Ils théoriseront beaucoup pour justifier tous leurs renoncements. Un des dirigeants de cette IV^e Internationale, Pablo, théoriserait même la nécessaire dissolution des organisations trotskystes dans les partis stalinien.

Pour justifier leur suivisme derrière Mao, ils théoriseront que la révolution paysanne chinoise pouvait être l'équivalent d'une révolution prolétarienne. La Chine devint à leurs yeux un nouvel État socialiste « dégénéré », pour bien montrer que malgré leur suivisme ils gardaient les mots de Trotsky. Ils ont vu aussi des États socialistes dégénérés dans les démocraties populaires d'Europe de l'Est ou dans l'Algérie indépendante. Une des pires conséquences fut qu'ils tirèrent la conclusion qu'il fallait renoncer à créer des organisations trotskystes dans ces pays.

Malgré tout, nous avons cherché à maintenir des relations avec le reste du mouvement trotskyste, dont nous nous considérons une tendance. Mais nous avons toujours été confrontés à la même arrogance suffisante que celle d'après 1945. Juste après 1968, des milliers de jeunes ouvriers avaient découvert les courants révolutionnaires à gauche du PCF mais ne comprenaient pas cette multiplicité. Notre tendance a alors fait une proposition à toute l'extrême gauche, trotskyste, maoïste, anarchiste,

de créer un « parti révolutionnaire », regroupant toutes ces tendances, qui serait un pôle d'attraction. Aucune organisation d'extrême gauche, à elle seule, n'avait la taille d'être un tel pôle, mais toutes mises ensemble cela pouvait le faire. Cette opportunité rare, qui aurait peut-être permis aux trotskystes de toucher des milliers de jeunes ouvriers, fut ratée. Les ancêtres du NPA ont balayé cette proposition. Leurs succès dans la jeunesse étudiante leur faisaient penser qu'ils étaient, eux seuls, en train de devenir un grand parti. Alors qu'en plus, il s'agissait d'une audience dans le milieu étudiant uniquement.

Notre tendance a été à la recherche de contacts internationaux avec le reste du mouvement trotskyste. Nous avons été prêts à des échanges de militants, même avec des groupes qui ne militaient pas sur nos bases, pour avoir l'expérience et tenter de comprendre des situations différentes. Au milieu des années 1980, alors que Lutte ouvrière et la LCR avaient fait des campagnes électorales communes, des fêtes communes et que des réunions de cellules d'entreprise communes avaient eu lieu également, le Secrétariat unifié a proposé à Lutte ouvrière d'adhérer à la IV^e Internationale en tant qu'organisation observatrice. Mais le simple fait de leur dire ce que nous pensions de leur politique passée leur a fait refermer la porte.

Nous avons toujours été confrontés à la même attitude de leur part : « Rejoignez-nous... mais d'abord, abandonnez vos critiques. » Non ! Nous sommes prêts à discuter mais pas à nous taire, ni à dire ce que nous ne pensons pas. Nous ne sommes pas sectaires et nous ressentons le morcellement du mouvement trotskyste comme une faiblesse. Mais nous savons aussi que la cause fondamentale de cette faiblesse est l'absence d'implantation dans la classe ouvrière.



Les révolutionnaires face à la guerre en Ukraine

Le texte de cet article reprend, pour l'essentiel, celui d'un forum qui s'est tenu à la fête de Lutte ouvrière en mai dernier.

La guerre en Ukraine a accéléré une évolution de la situation internationale, qui allait déjà vers plus de tensions, plus de bruits de bottes. Elle menace à présent de s'installer dans la durée, voire de s'étendre. Le chef des armées françaises écrivait en mai dernier : «La guerre de haute intensité est de retour en Europe. [...] La probabilité d'un engagement majeur a considérablement augmenté. [...] Nous avons changé d'époque, d'échelle et d'enjeux. Chacun doit faire le nécessaire pour s'y préparer.»

Eh bien les révolutionnaires doivent s'y préparer, eux aussi, sous peine d'être pris au dépourvu et de ne pas avoir d'autre politique que de s'aligner derrière les dirigeants de ce monde, de part et d'autre des lignes de front.

Les guerres prennent tout le monde de court et, le jour où elles éclatent, la vie de millions de gens bascule du jour au lendemain. La guerre en Ukraine a ainsi semblé rompre le cours de la société auquel chacun s'était habitué en Europe.

Et pourtant, il y en a des guerres ! Pour les Irakiens, c'est devenu le quotidien. Pour les Afghans aussi. Depuis 1945, il n'y a pas eu une seule année sans conflit quelque part sur la planète. La guerre en Ukraine grondait depuis 2014. Il y a la guerre au Yémen, en Syrie, en Israël, au Mali, en Éthiopie, au Soudan... Et il y a des tensions en mer de Chine, où Américains et Australiens concentrent des forces et préparent les esprits à une possible guerre contre la Chine.

La guerre, jamais éteinte, menace à nouveau de s'étendre. Alors, les révolutionnaires doivent rappeler que le capitalisme porte en lui les guerres et que, pour les arrêter, il faut vouloir le renverser.

L'HEURE EST AU RÉARMEMENT GÉNÉRAL

Avec une belle unanimité, commentateurs, journalistes, femmes et hommes politiques ont pris fait et cause pour l'Ukraine.

Lorsque Nathalie Arthaud, sur les plateaux de télévision pendant la campagne présidentielle, expliquait que l'OTAN et les pays impérialistes avaient leur part de responsabilité dans cette guerre, qu'il fallait la dénoncer comme fratricide et s'y opposer, on lui répondait de façon lapidaire : Mais, quand même, les Ukrainiens ont le droit de se défendre !

Et, au nom de la défense d'un pays envahi, tous ont réclamé

que leur gouvernement envoie des armes à l'Ukraine, la soutienne, sanctionne et isole davantage la Russie. Le résultat a été bien au-delà de leurs espérances.

Désormais, les pays impérialistes fournissent des armes lourdes au gouvernement de Zelensky. Le 10 mai dernier, la Chambre américaine débloquent une aide de 40 milliards de dollars. L'objectif affiché des États-Unis n'est même plus d'obtenir la fin de la guerre, mais d'affaiblir durablement la Russie... avec la peau des Ukrainiens !

De plus, les États occidentaux et l'OTAN se sont lancés dans une remilitarisation telle que personne ne l'envisageait il y a encore quelques mois. Dès l'invasion russe, la France envoyait 500 soldats supplémentaires en Roumanie, à la frontière avec l'Ukraine et la Moldavie, aux côtés d'autres troupes de l'OTAN.

Le réarmement avait en réalité commencé avant le conflit : en 2020 déjà, le total des dépenses militaires mondiales atteignait



Arrivée de soldats français en Roumanie, en mars 2022.

1 981 milliards de dollars, dont 38 % rien que pour les États-Unis, et, avec 813 milliards prévus pour 2023, ceux-ci auront le plus gros budget militaire de tous les temps, loin devant les autres États. À côté, l'Union européenne fait pâle figure. Elle vient toutefois de lancer un plan pour reconstituer et moderniser ses stocks d'armes. L'Allemagne, pour la première fois depuis 1945, a augmenté son budget militaire de façon significative.

Le militarisme « est devenu une maladie capitaliste », disait Rosa Luxemburg en son temps. Eh bien on peut en dire autant aujourd'hui.

Et le jeu des alliances risque de provoquer une escalade. L'OTAN, dynamisée par la guerre, est d'ailleurs sur le point d'intégrer la Finlande et la Suède, par lesquelles elle aura 1 300 kilomètres supplémentaires de frontière commune avec la Russie. Elle annonce y renforcer sa présence « sur terre, sur mer et dans les airs ». Bien malin qui peut dire comment cette situation évoluera dans les années à venir.

Après trois mois de guerre, il faudrait être aveugle pour ne pas voir que le conflit n'oppose

pas seulement une petite nation à une plus grande qui l'a attaquée, même si c'est un aspect de la réalité, mais deux camps qui s'affrontent sur le territoire ukrainien aujourd'hui et se préparent à un affrontement de plus grande ampleur peut-être demain.

L'IMPÉRIALISME ENGENDRE LA GUERRE

Dès le début du 20^e siècle, le développement du capitalisme avait atteint son stade impérialiste. La concentration du capital avait conduit à l'émergence des trusts, aux monopoles, au développement de la finance. Le capital se trouvant de plus en plus à l'étroit dans le cadre national, les États d'une poignée de pays soi-disant civilisés ont alors étendu leurs colonies et leur emprise à toute la planète. Depuis, la concurrence s'exerce à l'échelle des trusts et des principaux États capitalistes. Les rivalités sont la règle entre les composantes nationales et internationales de la bourgeoisie, qui ne sont solidaires que contre les exploités, lorsque leur domination est mise en danger : le reste du temps, elles s'affrontent

dans une guerre féroce.

Cependant, les guerres impérialistes se parent toujours de grandes idées abstraites et de hautes valeurs morales pour embrigader les peuples : la liberté, le droit des nations, la défense de la patrie, la défense de la civilisation contre la barbarie ou celle de la démocratie contre la dictature... Rosa Luxemburg écrivait ainsi à ce sujet : « La légende de la défense de la patrie appartient tout autant à l'art de la guerre que la poudre et le plomb ! » Des responsables politiques nous expliquent à présent que les armes lourdes envoyées en Ukraine doivent permettre de « préserver la paix ».

Alors, il ne faut pas se laisser abuser par ces mensonges qui justifient les guerres. Une phrase célèbre de Clausewitz, officier de l'époque napoléonienne, dit : « La guerre n'est que le prolongement de la politique par d'autres moyens. »

Eh bien, face à chaque guerre, il faut se demander quelle est la politique dont cette guerre est le prolongement. Et plus précisément : quelle classe mène cette



Brochure de la CGT, en 1912, contre la guerre et le service militaire prolongé à trois ans. « Pour éviter les guerres, supprimons les frontières ».

guerre ? Avec quels objectifs ? Et il est en général impossible de répondre à ces questions d'un point de vue strictement national.

LA BUREAUCRATIE RUSSE CONFRONTÉE AUX RIVALITÉS IMPÉRIALISTES

Les médias l'ont martelé : l'agresseur c'est Poutine, c'est la Russie.

Formellement, c'est incontestable, c'est la Russie qui a attaqué. C'est elle qui bombarde des villes et ses troupes sont aujourd'hui une armée d'occupation, avec toutes les horreurs que cela implique.

Mais il faut réfléchir à ce que dit Poutine, quand il affirme avoir pris l'initiative parce que, tôt ou tard, l'affrontement était inévitable. Certains responsables politiques et militaires, ici, affirment d'ailleurs la même chose. Il ne s'agit pas de lui donner raison, mais d'entendre : voilà comment le pouvoir russe perçoit les rapports qui se sont instaurés entre la Russie et l'Occident depuis la chute de l'URSS. Les couches privilégiées du pays, la bureaucratie héritière de l'époque soviétique, les sommets du pouvoir, estiment que l'Occident a rejeté la Russie du système capitaliste mondial, alors même qu'au début des années 2000, quand Poutine est arrivé au pouvoir justement, cette même Russie aspirait encore à y prendre sa place. C'était sans compter que, dans le système impérialiste, pour se partager les profits, il n'y a pas de place pour tout le monde.

Après la chute de l'URSS, le capitalisme était certes prêt à réintégrer les ex-républiques soviétiques, mais à condition de les soumettre à sa domination, comme il soumet le reste du monde. Il voulait bien de la Russie, avec ses richesses naturelles, mais réduite à la portion congrue. Depuis 1991, l'OTAN



À la une de *L'Express* du 24 mars 2022, le dossier « Chine, Russie : ceux qui veulent défaire l'Occident ».

a gagné du terrain, installé de nouvelles bases militaires, et les capitaux occidentaux ont pénétré en Europe de l'Est. La sphère d'influence de la Russie, y compris dans son entourage proche, est devenue bien moindre que ce qu'elle était du temps de l'Union soviétique. Elle n'a même jamais cessé de diminuer.

Cependant la Russie tient encore tête, et défend bec et ongles son pré carré, par suite d'une originalité héritée de l'histoire, qui lui vaut d'être devenue l'ennemi public numéro un du monde impérialiste aujourd'hui – avec la Chine.

Ces deux pays, Russie et Chine, sont de grands pays, et surtout des États forts, nés de

révolutions de natures sociales différentes, mais de deux révolutions puissantes, profondes, qui ont complètement transformé ces pays. L'étatisme a permis à l'un comme à l'autre de résister à l'impérialisme, de se développer dans certaines limites en marge du marché mondial, avant de réintégrer celui-ci. Et jusqu'à nos jours, l'État joue un rôle prépondérant en Russie comme en Chine, ce qui explique que ces pays peuvent en partie mener leur propre politique et constituent une épine dans le pied des États impérialistes. Avec l'aggravation de la crise mondiale, l'agressivité à leur égard augmente.

Alors, certes, la politique actuelle de Poutine est crimi-

nelle, mais l'agressivité économique, politique et militaire est d'abord, et en permanence, du côté des puissances impérialistes qui façonnent la planète depuis plus d'un siècle.

Les relations actuelles entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique, puis russe, ne sont d'ailleurs pas nouvelles. Elles ont toujours consisté en une succession de rapprochements et de tensions menaçant de dégénérer en conflit armé. Mais les deux se rejoignent quand il s'agit de lutter contre les exploités. Trotsky, déjà, dénonçait cette complicité de la bureaucratie stalinienne avec l'impérialisme, ses tentatives pour s'en faire accepter et son rôle contre-révolutionnaire. À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, elle a montré qu'elle était prête à contribuer au maintien de l'ordre. Et plus d'une fois l'impérialisme a pu se satisfaire des interventions soviétiques : dans les démocraties populaires, en Afghanistan, en Syrie. Pas plus tard qu'en janvier dernier, les pays impérialistes n'ont rien dit quand Poutine a envahi le Kazakhstan, pour mater une révolte qui risquait d'ébranler la dictature en place : il faut dire que les trusts occidentaux sont omniprésents dans ce pays.

Tout cela n'empêche pas la bureaucratie russe d'être mal récompensée, selon elle, pour tous ces services rendus à l'impérialisme. Alors, elle joue sans scrupules avec la peau des peuples ukrainien et russe pour défendre ses intérêts. Encore une fois, dire cela n'est pas justifier la politique de Poutine, au contraire : c'est dénoncer cette société où les rivalités et les rapports de force régissent tout, et ceux qui la défendent.

LE DROIT DES PEUPLES À L'AUTODÉTERMINATION CACHE-SEXE D'UNE POLITIQUE D'ALIGNEMENT DERRIÈRE LA BOURGEOISIE

Beaucoup de commentateurs affirment que la Russie elle-même se comporte en impérialisme contre une petite nation qui lutte pour son indépendance. Ce qui serait en jeu, ce serait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais cette façon de poser le problème, qui fait de l'impérialisme juste le synonyme d'une politique agressive envers un autre pays, n'aide pas à comprendre ce qui se joue.

C'est pourtant le discours d'une partie de l'extrême

gauche, qui lui sert en fait à dissimuler son propre alignement derrière les dirigeants ukrainiens et derrière l'impérialisme des Biden & C^{ie}.

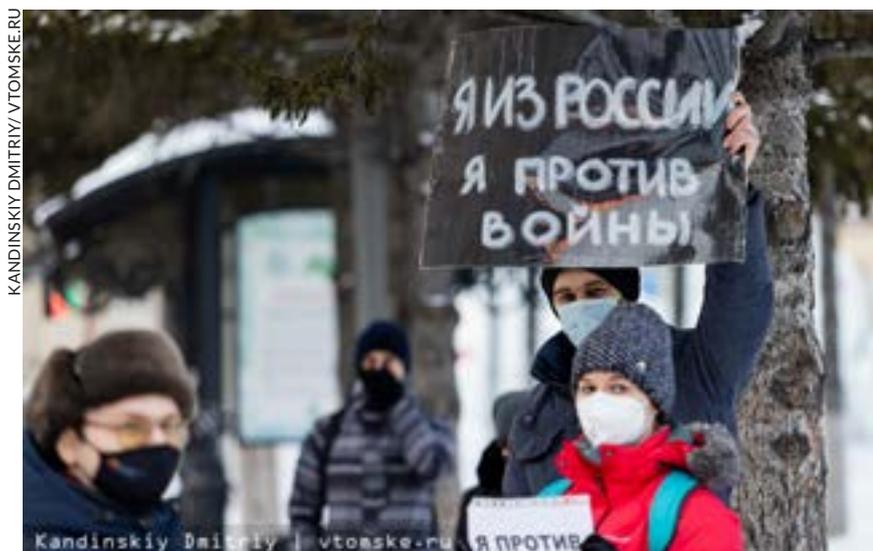
En avril dernier, une déclaration commune de deux organisations, l'une ukrainienne (le Mouvement social), l'autre russe (le RSD), développait cette argumentation. Ici, Olivier Besancenot, de retour d'Ukraine début mai, expliquait dans une interview : « *L'impérialisme russe renoue avec les velléités expansionnistes tsaristes, que les bolcheviks avaient brisées après 1917 en se prononçant pour le droit à l'autodétermination, avant la contre-révolution stalinienne. Poutine n'a d'ailleurs pas oublié d'opposer Staline à Lénine lors de sa déclaration de guerre.* »

Au moins, la référence à la politique des bolcheviks en faveur du droit à l'autodétermination est juste : les bolcheviks au pouvoir ont rompu – cas unique dans l'histoire – avec la politique d'oppression chauvine imposée par le tsarisme à de nombreuses nationalités, ce qui impliquait de reconnaître le droit de nouveaux États, dont l'Ukraine, à se déclarer indépendants.

Décréter le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, dans cette période révolutionnaire où le prolétariat russe s'était emparé du pouvoir, était un moyen de démontrer que celui-ci se situait dans le camp des peuples opprimés. Que seul le prolétariat, parce qu'il plaçait les intérêts de la classe ouvrière mondiale au-dessus des intérêts nationaux, pouvait diriger la société en respectant les droits de toutes les nationalités. Ce n'était pas une ode à l'indépendantisme, au séparatisme, encore moins un encouragement pour que les travailleurs se rangent derrière leur bourgeoisie nationale. C'était une démonstration faite aux travailleurs des nationalités opprimées pour qu'ils rejoignent la révolution.



Londres, 9 avril 2022. Banderole syndicale : « *Troupes russes dehors maintenant ! Victoire au peuple ukrainien* ». Photo illustrant un article de l'organisation Mouvement social réclamant l'envoi d'armes en Ukraine.



Le 24 février 2022, début de l'invasion de l'Ukraine, des habitants sont sortis avec des pancartes, ici dans la ville de Tomsk : «Je suis de Russie, je suis contre la guerre.»

Alors, c'est une véritable tromperie d'évoquer les États actuels, y compris l'Ukraine avec les États-Unis derrière elle, comme incarnation du droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes. Alors même que l'Ukraine ressemble de plus en plus à un protectorat des États-Unis ! Les impérialistes ne soutiennent son droit à l'indépendance que parce qu'elle est aujourd'hui un supplétif grâce auquel ils peuvent mener la guerre contre la Russie sans engager leurs propres troupes.

Prendre prétexte de la souveraineté des Ukrainiens permet aussi de dissimuler qu'il y avait et qu'il y a des riches et des pauvres, des travailleurs et des profiteurs, en Ukraine comme ailleurs. La caste politique ukrainienne est notamment ultra-corrompue. Les oligarques, comme leurs frères jumeaux russes, y ont bâti leurs fortunes en pillant l'héritage soviétique, tandis que la population s'appauvrisait. Mettre cela de côté fait le jeu des nationalistes ukrainiens et de l'extrême droite, omniprésents depuis 2014.

Si on ne dénonce pas le régime ukrainien et l'impérialisme qui l'arme jusqu'aux dents, si aucune politique n'affirme les intérêts communs des travailleurs

ukrainiens et russes, il ne reste qu'un nationalisme étriqué et les soi-disant révolutionnaires ne font que se ranger derrière la bourgeoisie. Réclamer des armes pour l'Ukraine, d'où qu'elles viennent, sans demander qui les contrôle et qui commande les combattants, c'est réclamer exactement ce qui est en train de se passer en fait, c'est-à-dire que les États impérialistes arment pour leurs propres visées un gouvernement qui a intérêt à s'allier à eux mais qui est un ennemi des travailleurs de son propre pays.

Des révolutionnaires russes pourraient adopter à juste titre le mot d'ordre de retrait des troupes russes d'Ukraine, car c'est une façon d'éduquer les travailleurs dans l'idée qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. Mais affirmer que la seule question qui compte, à l'heure actuelle, est la victoire ou la défaite sur le terrain militaire, cela revient à dire que la lutte des classes a cessé pour la durée de la guerre ! Eh bien, c'est une attitude semblable que les révolutionnaires avaient qualifiée d'opportunisme de trahison, en 1914, au moment où la II^e Internationale avait sombré dans l'Union sacrée.

Lorsqu'on n'a pas d'influence,

ce n'est pas trop grave, cela revient juste, si l'on ose dire, à s'effacer politiquement, pour ne pas dire à renier le fondement de son existence. Mais dans le pire des cas, lorsqu'on a de l'influence, comme l'a montré l'exemple de la social-démocratie en 1914, cela conduit à participer à l'embrigadement des travailleurs, à entrer dans des gouvernements de guerre, en un mot à jouer le gendarme de la classe ouvrière pour le compte de la bourgeoisie.

La guerre elle-même, quelle que soit son issue, représente déjà une défaite pour les travailleurs d'Ukraine et de Russie. L'invasion russe, les exactions de l'armée russe, se doublent d'un crime aussi grave pour le prolétariat : la création d'un fossé de haine et de sang entre les habitants des deux pays, qui avaient partagé un destin commun pendant des décennies. La seule victoire pour le prolétariat ne pourrait venir que d'une lutte commune pour retourner les armes contre les fauteurs de guerre, de part et d'autre.

On peut concevoir la volonté des Ukrainiens, y compris de travailleurs ukrainiens, de repousser l'armée russe. On a d'ailleurs des exemples montrant que, dans certaines circonstances, le patriotisme des opprimés, qui recouvre bien autre chose que celui de la bourgeoisie, peut se transformer en énergie révolutionnaire. C'est ce qu'a montré la Commune de Paris. Mais il faut pour cela que la lutte des classes, loin de s'arrêter, s'exacerbe ! La « défense de la patrie », dans la bouche d'un révolutionnaire, ne peut jamais justifier de servir de chair à canon sous les ordres de la bourgeoisie.

L'ATTITUDE DES RÉVOLUTIONNAIRES FACE À LA GUERRE IMPÉRIALISTE

On ne peut pas, sans

connaître la situation sur place, dire quelle pourrait être précisément la politique des révolutionnaires ukrainiens et russes, à notre connaissance très peu nombreux.

En revanche, nous ne devons pas, ici, emboîter le pas à notre impérialisme et à nos propres dirigeants. Macron envoie des armes au gouvernement Zelensky, et il a amorcé une augmentation du budget militaire de la France, qui va encore s'accroître dans les années à venir. Cela ne conduira pas à la libération du peuple ukrainien, ni d'aucun autre peuple. Cela nourrit la guerre.

Nous avons d'ores et déjà à affronter les conséquences économiques de cette guerre. Nous ne sommes pas directement menacés de famine à court terme, comme un certain nombre de pays qui dépendaient des exportations russes et ukrainiennes de céréales, d'engrais et d'autres produits indispensables, mais il y a déjà des répercussions. Sans compter les spéculateurs et le gouvernement qui se servent de la guerre pour justifier l'augmentation des prix et les sacrifices qui nous sont demandés.

Et que devons-nous faire si, demain, la guerre s'étend en Europe ? Ou sur des champs de bataille plus lointains, mais que notre bourgeoisie y projette ses armées de façon plus massive ? Là encore, on ne peut pas tout anticiper. Cela dépendra de beaucoup de choses, de l'état d'esprit des travailleurs, qui peut évoluer au cours de la guerre, de nos propres forces et d'autres facteurs encore.

Mais ce n'est pas une fois que la guerre est là qu'il faut baisser les armes et renoncer à nos perspectives révolutionnaires pour s'aligner derrière le pouvoir. Il faut avoir la volonté de dire la vérité au prolétariat, que toute guerre provoquée par les rivalités impérialistes est une guerre de brigands se disputant un butin. Il faudra savoir

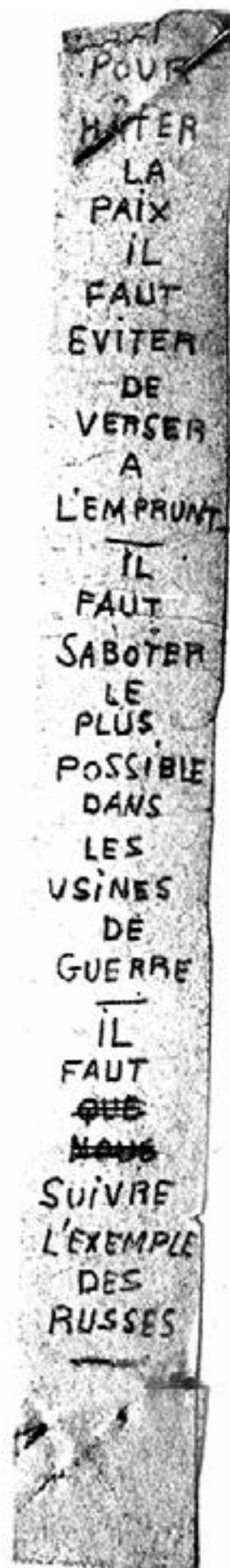
résister à la haine suscitée par les horreurs de la guerre, aux pressions et aux mensonges de la propagande, et combattre le chauvinisme. Il faudra aussi dénoncer les mesures autoritaires qui seront forcément prises pour obliger ou punir ceux qui refuseraient de marcher.

À ce propos, une organisation révolutionnaire doit être prête à agir de façon illégale si cela devient le seul moyen pour elle de combattre la propagande du gouvernement et de l'armée. La discipline qui règne dans les casernes comme dans les usines en période de guerre rend nécessaires, pour militer, des mesures qu'on ne peut pas définir abstraitement à l'avance, mais qu'il faut être moralement prêt à adopter.

Nous ne sommes pas des pacifistes et ne réclamons pas le désarmement, contrairement à d'autres, car c'est une illusion. Le pacifisme s'exprime d'ailleurs d'autant plus vigoureusement qu'il est impuissant face au déchaînement des armes. Aujourd'hui, certains de ceux qui affirment déplorer la guerre en Ukraine promettent de lutter pour le désarmement... après, quand elle sera terminée, une fois la Russie vaincue. La bourgeoisie peut être reconnaissante à des gens qui prétendent lutter contre les guerres de cette façon !

Le rôle d'un parti révolutionnaire, est-il besoin de le dire, c'est de prêcher la nécessité de la révolution, d'en démontrer l'utilité et d'y préparer le prolétariat et les exploités. C'est d'organiser en cas de guerre une vaste propagande, dans l'armée comme à l'arrière, en vue de transformer la guerre impérialiste en guerre civile. C'est de travailler méthodiquement et sans relâche pour cela, même

« Pour hâter la paix... ». Message trouvé le 18 décembre 1917 devant la Manufacture d'Armes de Tulle (MAT), roulé pour passer de main en main discrètement.



si l'on ne peut pas savoir quand éclateront des mouvements de protestation ou une révolution.

C'est ce qu'ont fait les révolutionnaires du début du 20^e siècle lorsque la guerre de 14-18 a éclaté, du moins ceux qui n'ont pas renoncé à leur combat sous la pression du nationalisme bourgeois. Citons Lénine, à la veille d'Octobre 1917 : « *Il est impossible de s'arracher à la guerre impérialiste, impossible d'obtenir une paix démocratique, non imposée par la violence, si le pouvoir du Capital n'est pas renversé, si le pouvoir ne passe pas à une autre classe: le prolétariat.* » La révolution d'Octobre en Russie a prouvé la justesse de ce jugement.

Bien sûr, on peut se dire que le mouvement ouvrier d'aujourd'hui ne ressemble pas à celui du début du 20^e siècle, que la conscience de la classe ouvrière n'est pas au même niveau. C'est vrai, il y a beaucoup de retard à rattraper de ce point de vue, mais c'est une raison de plus pour faire exister un point de vue de classe indépendant.

LE PROGRAMME DE TRANSITION, OU « PAR OÙ COMMENCER ? »

Si l'on ne sait pas exactement par quelles étapes passera la mobilisation du prolétariat contre la guerre, ni quelle politique nous aurons à mener exactement, nous avons la chance d'avoir le programme politique que Trotsky avait laissé en héritage aux organisations de la IV^e Internationale, le *Programme de transition* écrit en 1938. Toute une partie de ce programme est consacrée à la guerre, qui était alors sur le point de se généraliser.

Le principe fondamental de la lutte du prolétariat international contre l'impérialisme et



À Petrograd pendant la révolution de 1917, meeting dans la caserne du bataillon de réserve d'un régiment de grenadiers.

sa guerre, disait ce programme, sera : « *l'ennemi principal est dans notre propre pays* » ou « *la défaite de notre propre gouvernement (impérialiste) est le moindre mal* ».

Armé de cette boussole, Trotsky donne des pistes pour s'adresser aux travailleurs. Il écrit notamment : « *La guerre est une gigantesque entreprise commerciale, surtout pour l'industrie de guerre. C'est pourquoi les "200 familles" sont les premiers patriotes et les principaux provocateurs de guerre. Le contrôle ouvrier sur l'industrie de guerre est le premier pas dans la lutte contre les fabricants de guerre.* »

L'économie capitaliste, de manière générale, a besoin du secret des affaires, et militer pour son abolition fait déjà partie de notre politique. Mais il faut réaliser qu'en période de guerre, lorsque tous les moyens sont mobilisés, la majorité des entreprises ne travaillent plus pour le marché, comme on dit, mais pour l'État, pour la guerre. C'est alors une source de profits énorme, garantie par l'argent de l'État, une opportunité de pillage gigantesque pour les capitalistes. Grâce aux prêts, les banques réalisent elles aussi des bénéfices fabuleux. Sans parler des spéculateurs. Il y a des profiteurs de guerre, tout le monde le sait ! Eh bien il faut les dénoncer, car les profiteurs sont

aussi les fauteurs de guerre, et il faut que les travailleurs mettent en œuvre le contrôle ouvrier, la transparence, et en tirent toutes les conclusions : « *Confiscation des bénéfices de guerre et expropriation des entreprises travaillant pour la guerre* », donne pour mot d'ordre le *Programme de transition*. Contrôle ouvrier, aussi, dans les entreprises nationalisées.

Il suggère aussi une série d'autres mots d'ordre, adaptés au contexte de l'époque, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, qui s'inspirent de l'agitation menée par les bolcheviks en Russie entre février et octobre 1917. Nous pourrions nous en inspirer à notre tour.

Ces quelques phrases de Trotsky, enfin, résument la démarche qui doit guider la politique des révolutionnaires face à la guerre, en Ukraine aujourd'hui, dans d'autres pays en guerre évidemment, et peut-être ici demain : « *La guerre impérialiste est la continuation et l'exacerbation de la politique de pillage de la bourgeoisie; la lutte du prolétariat contre la guerre est la continuation et l'exacerbation de sa lutte de classe. L'apparition de la guerre change la situation et partiellement les procédés de la lutte entre les classes, mais ne change ni les buts, ni la direction fondamentale de celle-ci.* »

29 mai 2022



Espagne: radicale ou pas, la gauche désarme les travailleurs

Depuis deux ans, la gauche qui se prétend radicale gouverne en coalition avec le Parti socialiste. Derrière les réformes sociales annoncées en grande pompe, la réalité de la crise empire les conditions de vie de millions de travailleurs. Une situation et une politique favorables à la montée des réactionnaires, comme l'ont montré les élections du 19 juin en Andalousie, région historiquement acquise aux socialistes, où la droite vient d'obtenir une majorité absolue écrasante et où l'extrême droite, avec Vox, continue de croître.

LA RECOMPOSITION DE LA GAUCHE DANS LES ANNÉES 2010

Le parlementarisme espagnol était marqué depuis la fin du franquisme par l'alternance gauche/droite, avec le Parti populaire (PP), qui regroupait les différences tendances de droite et d'extrême droite, et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Le PSOE a montré pendant toutes ces années qu'il était un parti au service de la

bourgeoisie, qui le lui a bien rendu puisque bon nombre de ses anciens ministres siègent dans les conseils d'administration de grandes entreprises. Felipe Gonzalez, Premier ministre socialiste de 1982 à 1996 avant d'aller s'asseoir au conseil d'administration de Gas Natural Fenosa, n'est que l'exemple le plus connu. À partir de 2008, après des décennies de bipartisme, la crise économique et ses conséquences politiques ont rebattu les cartes.

Dans les années 2010, l'Espagne a connu plusieurs mouvements sociaux importants, qui ont entraîné des centaines de milliers de personnes. Les marées pour la défense des services publics, marée blanche pour les hôpitaux ou verte pour l'éducation, ou encore les marches de la dignité qui, avec pour slogan « Du pain, du travail, un toit », avaient rassemblé à Madrid des centaines de milliers de personnes, venues de toute l'Espagne. Le mouvement



ALBERTO MARTIN

Rassemblement du 15M sur la place Puerta del Sol, au centre de Madrid, en mai 2012.

le plus marquant a été celui du 15M (en référence au 15 mai 2011, date de la première manifestation), qu'on a souvent appelé en France les Indignés : un mouvement d'assemblées sur les places publiques, où l'on discutait de tout, de cette société pourrie, sans issue, qui condamnait la jeunesse aux boulots précaires et au chômage. On s'en prenait aux politiciens corrompus, à la rapacité des banques qui jetaient des familles à la rue après avoir profité de la bulle immobilière. Dans ces assemblées et ces manifestations, toute une génération s'est politisée.

Podemos est né en 2014 avec le manifeste *Changer la donne : transformer l'indignation en changement politique*. Ses fondateurs, des universitaires, se proposaient d'être la voix et le prolongement de tous ces mouvements. Pablo Iglesias, professeur de sciences politiques passé par la Jeunesse communiste (JC), s'était fait un nom par des interventions dans des médias alternatifs, en particulier La Tuerka, où il tenait tête aux politiciens de droite et de gauche, à une époque où la droite au pouvoir s'attaquait avec brutalité, mois après mois, aux travailleurs, aux chômeurs et aux milieux populaires en général. Iglesias et les autres dirigeants de Podemos critiquaient la monarchie, le bipartisme, reprenaient à leur compte le slogan « PSOE-PP, c'est la même merde » et dénonçaient la corruption. Ils prétendaient faire de la politique autrement, changer la Constitution et donner un rôle accru aux citoyens. Aux citoyens, pas aux travailleurs. Ils s'en prenaient à la « caste », aux « élites » et non à la bourgeoisie. Avec cette stratégie, ils prétendaient partir « à l'assaut du ciel ». Et, tout comme Mélenchon en France, ils pouvaient dire que, oui, d'accord, les luttes étaient importantes, mais que l'essentiel, c'était de les mettre eux au pouvoir, puisque le 15M,

finalement, n'avait pas apporté d'avancée majeure.

Dès le début de Podemos, il s'est trouvé des courants d'extrême gauche, en particulier le courant Anticapitalistas, le cousin espagnol du NPA, pour accompagner la construction de cette organisation et en assumer la gestion dans plusieurs endroits. Ils ont fourni au nouveau parti des militants, des cadres, une expérience d'organisation. C'est le cas de Miguel Urban et de Teresa Rodriguez, dirigeants d'Anticapitalistas, qui sont alors devenus des figures en vue de Podemos et élus au Parlement européen. Ils se sont fondus dans une organisation réformatrice qui jetait aux orties la lutte de classe, en prétendant peser dans un sens radical pour que Podemos reste une expérience d'organisation par le bas et démocratique.

PODEMOS ET LES COMMUNISTES AU GOUVERNEMENT

En fait, c'est le contraire qui s'est passé. Depuis 2014 et la création de Podemos, ses dirigeants, au gré des différentes campagnes électorales, se sont efforcés de démontrer qu'ils allaient se comporter en gestionnaires loyaux du système, accumulant les signes d'adhésion au système politique. Ils ont repris à leur compte la « patrie » ou bien la Constitution de 1978, symbole d'une transition dirigée par les frankistes. Ils ont présenté aux élections législatives en 2015 un général de l'armée de l'air, ancien chef d'état-major et aujourd'hui secrétaire général de Podemos-Madrid. Ils sont vite apparus eux-mêmes comme des gestionnaires et des politiciens classiques, premièrement dans les villes gagnées lors des élections municipales de 2014 (Madrid, Barcelone, Valence, Cadix...) mais aussi dans les petits arrangements entre partis

au moment de se répartir les postes aux élections. L'affaire de la maison avec piscine de Pablo Iglesias et Irene Montero, sa compagne et numéro deux de Podemos, est, bien que ridicule, représentative de leur attitude de politiciens petits-bourgeois, quittant les quartiers populaires du sud de Madrid pour la banlieue nord plus tranquille, afin de pouvoir se promener en montagne et envoyer leurs enfants dans de bonnes écoles.

Podemos a rapidement obtenu quelques succès électoraux, avec notamment plus de cinq millions de voix en 2015 aux élections générales (20,7 %), pour ensuite baisser régulièrement malgré la création en 2016 d'une nouvelle coalition, Unidas Podemos, avec Izquierda Unida (la Gauche unie, qui était déjà un regroupement autour du Parti communiste). En 2019, ils étaient redescendus à trois millions de voix. Malgré cette baisse, Unidas Podemos a obtenu des postes dans le gouvernement formé en janvier 2020 par le socialiste Pedro Sanchez qui, sans eux, n'avait pas la majorité. Ils forment alors « *le gouvernement le plus progressiste de l'histoire* », comme ils aiment à le rappeler.

LE « GOUVERNEMENT LE PLUS PROGRESSISTE DE L'HISTOIRE » ...

À la tête de ce gouvernement, Pedro Sanchez a été un serviteur fidèle de l'État bourgeois. Depuis quatre ans, il a fourni des milliards d'aide pour le patronat. Contre les migrants, il a mis ses pieds dans les pas de ses prédécesseurs : à Ceuta, enclave espagnole au nord du Maroc, il n'a pas hésité à envoyer l'armée pour repousser les migrants et protéger ainsi « *l'intégrité de Ceuta en tant que partie de notre nation espagnole, sa sécurité*



En 2021, Pedro Sanchez envoie l'armée pour empêcher l'arrivée des migrants à Ceuta, enclave espagnole au Maroc.

et sa tranquillité»¹. Les photos vues dans la presse de migrants les pieds dans l'eau, bloqués par les soldats avant d'accéder au rivage, ont beaucoup choqué. Au moment de la guerre en Ukraine, Sanchez a répondu à l'appel lui aussi, envoyant des armes, augmentant les budgets militaires et les commandes d'armes aux marchands de canons. Il n'est pas non plus revenu sur la tristement célèbre *ley mordaza*, la loi bâillon, mise en place par la droite en 2015, en réaction aux mobilisations du début des années 2010. Cette loi inique a donné, entre autres, plus de pouvoir à la police pour sanctionner les manifestants, les grévistes, etc. Manquer de respect à un policier, par exemple, peut entraîner une amende d'au moins 600 euros. Alors, Sanchez n'a pas du tout à rougir vis-à-vis de ses homologues européens.

Si Unidas Podemos a fait mine de prendre ses distances avec certains choix et certaines mesures prises par les socialistes, il leur a toujours été loyal. Un exemple parlant : dans les premières semaines de la guerre en Ukraine, les ministres et parlementaires de Podemos ont critiqué l'envoi d'armes et les discours belliqueux, mais cela n'avait aucune influence, et ils le savaient. En restant au gouvernement malgré ce désaccord, ils ont joué leur rôle d'allié

minoritaire, d'aile gauche un peu critique, pour conserver au gouvernement de coalition le soutien de leur base, majoritairement opposée à l'escalade guerrière. C'est évidemment au PS que reviennent le poste de Premier ministre et l'essentiel du pouvoir. Cependant, Unidas Podemos a tout de même cinq ministères : le Travail, l'Égalité, la Consommation, les Droits sociaux et les Universités. La ministre du Travail, Yolanda Diaz (issue du Parti communiste), la plus en vue depuis que Pablo Iglesias lui a laissé la vice-présidence, s'exerce depuis deux ans à faire passer la moindre réforme comme une victoire ou une avancée historique pour les milieux populaires. Certes, les ministres d'Unidas Podemos ont défendu des lois progressistes, notamment pour les droits des femmes, poussés par les grosses mobilisations de ces dernières années contre les violences sexistes : augmentation du budget d'aide aux femmes agressées ou, plus récemment, la création des arrêts maladie pour règles douloureuses et une loi pour faciliter l'avortement. Mais de là à parler d'avancée historique...

En fait les mesures ont, au mieux, accompagné le recul social de notre période. En début d'année, Yolanda Diaz s'est faite la championne d'une nouvelle loi travail pour limiter les

contrats précaires. Cette loi, annoncée en grande pompe, a bien provoqué l'augmentation du nombre de CDI. Des CDI d'un genre particulier puisqu'une grande partie sont des temps partiels. Mais aussi des CDI qui n'ont qu'une valeur très relative puisque, depuis les réformes de la droite, le CDI est un contrat pourri de plus, avec un licenciement facile et bon marché. Et, malgré les promesses d'Unidas Podemos, le gouvernement n'est pas revenu dessus.

Il en va de même de toutes ces réformes dites progressistes. Avec l'aggravation de la crise et l'offensive du patronat, ces mesures ne pèsent pas lourd. L'augmentation du smic à 1 000 euros en janvier dernier ne compense même pas l'inflation, qui dépasse certains mois les 8 %. L'avortement est facilité sur le papier, mais le nombre de centres de santé diminue et le personnel sanitaire est en sous-effectif croissant. Il en va de même pour les arrêts maladie en cas de règles douloureuses : avec un chômage à presque 14 %, la précarité et la pression des patrons pour éviter les arrêts, il faudra plus qu'une loi pour exercer ce droit. Il faudra l'imposer dans les ateliers et les bureaux, et s'organiser pour cela. Mais ce n'est pas la préoccupation de Podemos, au contraire. La réalité, c'est que la majorité des travailleurs ont vu ces dernières années leurs conditions de vie et de travail s'aggraver et que la gauche ne les a pas protégés de la crise.

Ainsi, face à l'envolée des prix de l'énergie, l'« exception ibérique » âprement négociée par Sanchez auprès de la Commission européenne à propos de la fixation des prix n'a eu qu'un effet minime sur la facture d'électricité des classes populaires. Il a fallu attendre des semaines puis, quand elle a été mise en place, le prix a bien baissé, sans toutefois retrouver ses niveaux

1 Déclaration officielle du 18 mai 2021, au moment de la crise avec le Maroc.

d'avant la guerre en Ukraine ; et deux jours après, le prix recommençait à monter. Autant dire que les familles populaires vont continuer longtemps de lancer leur machine à laver en pleine nuit, aux heures où l'électricité est la moins chère.

LA GAUCHE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le plus grand mal qu'a fait Podemos ne consiste pas dans sa gestion du système capitaliste, qui ne peut être qu'abject, destructeur et écrasant pour les exploités : c'est d'avoir désarmé politiquement les travailleurs face aux évolutions possibles de la crise économique et à ses conséquences politiques, en particulier la montée de l'extrême droite.

La gauche radicale et même les ministres communistes ont brouillé les consciences face aux nécessités de lutte pour se défendre dans la situation actuelle. Dans une interview au journal *El País* en janvier, Yolanda Diaz a même épaté un journaliste perplexe, qui ne comprenait pas comment sa réforme du travail pourrait être à la fois bénéfique aux salariés et aux patrons. La

même ministre s'est employée à susciter des illusions concernant les négociations collectives, le dialogue social entre les syndicats et la CEOE (le Medef espagnol), donnant l'espoir qu'il pourrait en sortir quelque chose de bon pour les travailleurs.

Mais quand des travailleurs se sont battus face aux licenciements, aux fermetures d'usines et au chômage, comme à Cadix lors de la grève de la métallurgie à l'automne 2021, le gouvernement de gauche leur a envoyé les gaz lacrymogènes et un blindé de la police. Quant aux ministres de Podemos, ils se sont tus pendant les premiers jours de la grève, pour finir par soutenir les travailleurs avec des trémolos dans la voix au moment où les syndicats ont commencé à négocier dans leur dos et appelé à reprendre le travail, c'est-à-dire au moment où la force donnée aux travailleurs par la grève n'était plus là.

LA CRISE POLITIQUE ET L'EXTRÊME DROITE

Avant d'arriver au gouvernement, en décembre 2019, Pablo Iglesias avait dit que ce serait le gouvernement du «*Oui, nous*

pouvons» et du «*vaccin contre l'extrême droite*»². Lui-même a répondu par la suite à la première partie de la formule dans un de ses moments de sincérité : «*Les propriétaires de banques et les grandes entreprises ont plus de pouvoir que moi, et personne n'a voté pour eux.*»

Et pour la deuxième partie de sa formule, c'est aussi le contraire qui s'est passé. Depuis la crise et ses conséquences, mouvement indépendantiste en Catalogne et surtout montée de Podemos, la petite bourgeoisie réactionnaire enrage. La première traduction politique en a été la montée de Vox, ce nouveau parti d'extrême droite créé en 2013, composé d'anciens cadres du PP, nostalgiques assumés du franquisme, anticommunistes et racistes. Une partie des réactions de cette petite bourgeoisie haineuse, comme le boycott des produits catalans, confine au ridicule. D'autres sont plus graves. La haine du «*rouge*» comme au temps du franquisme s'est développée, ciblant en premier lieu Podemos et Pablo Iglesias, harcelé par des policiers en civil devant chez lui quand sa compagne et lui étaient ministres. En 2020, une conversation sur WhatsApp entre



Manifestation au moment de la grève de la métallurgie à Cadix en novembre 2021.

2 Discours du 30 décembre 2019 au moment de la signature avec Pedro Sanchez d'un accord de programme pour un exécutif de coalition.

militaires à la retraite est rendue publique ; on y lit qu'il faudrait une « *purge contre les rouges* » ou bien fusiller « *26 millions de personnes* ». Mais la pénétration des idées fascistes ne se limite pas aux généraux en retraite. Pendant la grève des métaux de Cadix, les manifestants racontaient avoir retrouvé sur les balles de flashballs des messages du genre « *Viva Vox* » ou bien « *Viva España* » et des photos de ces balles ont circulé sur les réseaux sociaux. La nostalgie du franquisme est assumée, comme lorsqu'en mai dernier un commandant de bataillon a emmené ses soldats en exercice à une messe sur les marches du monument à la gloire de Franco, au Valle de los Caidos.

L'ÉLECTORALISME POUR FAIRE BARRAGE À L'EXTRÊME DROITE

Face à ce réel danger, les ministres de Podemos n'ont pas d'autre perspective que de remettre une pièce dans la machine électorale, trouver la nouvelle combinaison de cette alliance des partis de gauche, refaire encore et toujours ce front populaire.

C'est un argument courant : une gauche unie électoralement, nombreuse au parlement, voire victorieuse, serait une garantie contre la montée de l'extrême droite. Comme si les groupes fascistes qui grandissent dans l'ombre de Le Pen ici en France, ou les noyaux de l'extrême droite espagnole présents et bien implantés dans l'armée, dans la police, dans les tribunaux, allaient rentrer dans leur coquille au lendemain d'une victoire électorale de la gauche ! C'est plutôt le contraire qui est probable : une victoire électorale de la gauche, radicale ou pas, aurait toutes les chances de susciter la colère des milieux les plus réactionnaires et de pousser certains excités à l'action, que ce soit contre les

travailleurs immigrés, contre les militants LGBT et féministes ou contre les organisations ouvrières.

En fait, en désarmant politiquement la classe ouvrière, en lui faisant espérer un salut venu des urnes, les politiciens de gauche laissent la voix libre à Vox, qui est le seul parti issu de la crise politique des années 2010 à ne pas baisser dans les sondages et les résultats électoraux.

À titre d'exemple et d'avertissement, dans la campagne des élections régionales qui vient de s'achever en Andalousie (région la plus peuplée), la candidate de Vox a eu beau jeu de dénoncer sur les plateaux télé la gauche qui envoie un blindé contre les grévistes, pour se présenter ensuite comme la seule candidate défendant les travailleurs.

En 2019, déjà, Vox recueillait plus de voix que Podemos à l'échelle nationale.

On a pu voir au printemps 2021 ce que valait la gauche radicale face à l'extrême droite, à l'occasion des élections régionales à Madrid. La mieux placée pour les remporter était la candidate de la droite, Isabel Diaz Ayuso, figure nationale emblématique du PP grâce à son style à la Trump et à ses idées d'extrême droite. Pour lui faire barrage, Pablo Iglesias a démissionné de son poste de ministre et s'est engagé comme tête de liste dans la bataille. Il a lancé le slogan « *Démocratie ou fascisme* », ce à quoi Ayuso a répondu par « *Communisme ou liberté* ». Après la déroute de la gauche, Iglesias a abandonné le devant de la scène politique pour redevenir journaliste et polémiste. Autrement dit, après avoir appelé à voter contre la menace fasciste, il est retourné à sa vie d'intellectuel petit-bourgeois. Si les fascistes étaient vraiment sur le point d'entrer en action, il se pourrait que Pablo Iglesias, tout comme d'ailleurs les socialistes, en deviennent les cibles,

en même temps que les militants révolutionnaires et bien des travailleurs qui ne fileraient pas droit. Les politiciens de gauche porteraient néanmoins la responsabilité d'avoir fait de la lutte contre l'extrême droite un problème électoral et non un problème de lutte de classe.

Face à l'extrême droite, la gauche soi-disant radicale n'a rien de mieux à proposer que ce cocktail extrêmement dangereux pour la classe ouvrière : une politique qui déçoit les travailleurs et aggrave leur situation, un discrédit des organisations syndicales par un dialogue social creux, qui se répercute en discrédit de l'idée même d'organisations de classe, et le renforcement des réactionnaires. Donc affirmer que plus la gauche fait des voix aux élections, plus la menace de l'extrême droite s'éloigne, c'est au mieux une stupidité, au pire un mensonge conscient et lourd de dangers.

Aujourd'hui, Podemos a terminé sa mue pour rejoindre les partis traditionnels de la bourgeoisie. Cette organisation, qui avait su capitaliser sur des luttes sociales et sur le rejet de la classe politique, n'a jamais voulu s'appuyer sur l'enthousiasme qu'elle créait autrement que pour les élections. C'est donc rapidement devenu une organisation réactionnaire, un obstacle à la compréhension par les classes populaires des défis que pose le capitalisme pourrissant.

LE RÔLE DES RÉVOLUTIONNAIRES

Et c'est là où une partie des révolutionnaires ajoute à la tromperie en peignant tel ou tel mouvement en rouge. En Espagne, c'est par exemple ce qu'a fait le groupe d'extrême gauche Anticapitalistas, avec sa figure Teresa Rodriguez. En étant complètement suivistes de la ligne réformiste de Podemos, ses mi-



"En avant l'Andalousie", la dirigeante andalouse des Anticapitalistas, Teresa Rodriguez, en campagne électorale (mai 2021), n'a que le régionalisme à proposer aux classes populaires.

litants n'ont pas du tout tiré le parti vers la gauche, par contre, ils ont bien contribué à envoyer dans le mur, à décevoir et à démoraliser ceux qui avaient cru en un prolongement politique des grandes mobilisations d'il y a dix ans. Quand ils se sont séparés de Podemos il y a un an, allégés d'une partie de leurs cadres qui avaient trouvé une maison bien chaude, ils ont continué à mener une politique opportuniste en misant sur le régionalisme andalou afin de gagner du poids dans les élections, contribuant de plus belle à désorienter les classes populaires.

Le rôle des révolutionnaires n'est pas de préférer telle ou telle combinaison d'union de la gauche, parce qu'elle serait plus ou moins radicale dans ses discours, ou plus ou moins large dans son spectre d'organisations. Il n'est certainement pas de rassurer les travailleurs en leur passant de la pommade et en leur vendant le rêve des jours heureux, dans une situation de crise profonde du capitalisme, où même le concept de réformisme n'a plus beaucoup de sens, parce qu'il n'a plus tellement de miettes pour se nourrir. Alors, radicale ou pas, la gauche finira par se dresser sur le che-

min des travailleurs quand ils relèveront la tête et chercheront les moyens de se battre.

Rappelons qu'en Espagne en 1936-1937 le Front populaire, cette alliance électorale et gouvernementale de la gauche, a non seulement trahi les revendications des travailleurs, mais surtout s'est dressé militairement sur leur chemin quand ils ont voulu arracher ce que les élections ne leur donnaient pas, et quand le coup d'État militaire de Franco les a poussés à l'action révolutionnaire. Cette gauche-là, dirigée par le PC et autrement plus radicale que Podemos, a protégé l'ordre et la propriété en massacrant les ouvriers au nom de l'unité et en abandonnant toute la société à une dictature militaire sanguinaire.

Aujourd'hui, quand la gauche déploie les grands moyens pour embrouiller la conscience de classe, le rôle des révolutionnaires est au contraire de faire vivre cette conscience parmi les nôtres, les travailleurs, de la développer, de tout faire pour qu'elle s'incarne dans un parti ouvrier communiste révolutionnaire qui permette la victoire de la classe ouvrière, la seule capable de renverser le capitalisme.

23 juin 2022



Soudan : trois ans de révolte contre la dictature militaire et face à l'ordre impérialiste

Cet article est issu d'un exposé présenté à la fête de Lutte ouvrière, à Presles, dimanche 30 mai.

Le Soudan a connu une succession d'événements consécutive à la révolte de 2019 et au renversement du dictateur Omar el-Bechir. Nous ne pouvons avoir qu'une vision limitée de la situation de ce pays, mais nous avons plusieurs raisons de tourner notre regard vers ce qui s'y passe.

Ce à quoi l'on assiste depuis 2019, c'est à la lutte d'une population face à une dictature militaire qui, même en mettant en œuvre une répression féroce, n'a toujours pas réussi à la faire complètement plier. C'est un exemple admirable de la force et de la ténacité des exploités lorsqu'ils décident de se mettre en branle face à leurs oppresseurs. Cette succession d'événements soulève aussi des problèmes politiques auxquels se sont heurtées maintes révolutions dans le passé, et qui font écho au sort des révoltes qu'ont pu connaître dans les dernières années d'autres pays de la région, comme l'Égypte, le Burkina Faso ou encore l'Algérie. Enfin, le Soudan fait partie de ces pays dont le sort est déterminé depuis bien longtemps par les manœuvres des puissances impérialistes.

UN ÉTAT SOUS DOMINATION IMPÉRIALISTE

La carte du Soudan, ses frontières tracées à la règle sans tenir compte des populations et de la géographie, révèlent ce qu'a été ce pays au sein des ri-

valités entre puissances coloniales : un État tampon créé de toutes pièces entre les zones d'influence française et britannique, prévalant non pas pour ses ressources mais pour l'enjeu stratégique qu'il constitue. C'est l'accès au Nil et à la mer Rouge qui a fait du Soudan un territoire convoité par les puissances impérialistes, bien plus que les ressources peu nombreuses de ce pays pauvre, dont la population était majoritairement rurale et nomade.

Le Soudan, depuis sa création, est composé d'une mosaïque d'ethnies se différenciant par leur culture, leur langue et leur religion. L'impérialisme britannique, qui a dominé le pays de 1898 à 1956, a dès le départ su jouer de ces divisions pour imposer sa domination, n'hésitant pas à faire s'affronter les ethnies entre elles. Il s'est surtout appuyé sur les populations du nord, arabes et musulmanes, pour opprimer le reste de la population, en particulier celles, noires et non musulmanes, du sud. Cette politique a eu pour résultat l'isolement du sud du pays.

À L'INDÉPENDANCE, UN ÉTAT MORCELÉ PAR LA GUERRE CIVILE ET SOUS LA COUPE DES MILITAIRES

À l'indépendance du Soudan en 1956, l'impérialisme légua le cadeau empoisonné de la division qui prit la forme dès 1955, un an avant l'accession à l'indépendance, d'une guerre civile entre le nord et le sud du pays. Cette guerre civile n'a depuis jamais cessé, à l'exception d'une période de onze ans, de 1972 à 1983. En 2011, l'accession à l'indépendance du Soudan du Sud s'est accompagnée d'une nouvelle guerre civile entre les élites du nouvel État.

La guerre a fait des ravages dans la région du Darfour à l'ouest du pays à partir de 1987 puis de 1996, et dans le Sud. Elle a fait des centaines de milliers de morts et condamné des millions de gens à l'exil, tout en transformant des régions entières en déserts humains. Dans cette guerre qui a vu s'affronter le gouvernement central de Khartoum à différentes milices rebelles, les puissances impérialistes ont joué leur partition, n'hésitant pas à jeter de l'huile



sur le feu. Leur implication dans ce conflit s'était accrue après la découverte d'importants gisements de pétrole au sud du pays dans les années 1970. Ces réserves de pétrole devinrent l'un des principaux enjeux de la guerre pour le gouvernement de Khartoum et les rebelles, tout autant que pour les puissances impérialistes, qui ont défendu leurs intérêts en soutenant à différentes reprises un camp contre un autre.

Depuis son indépendance, le Soudan n'a pratiquement vécu que sous des dictatures militaires. Ces dictatures se sont succédé, renversées à plusieurs reprises par les révoltes qui ont secoué le pays, en 1964 et 1985

notamment. Les gouvernements civils n'ont été que de brèves parenthèses. En 1989, le général Omar el-Bechir s'empara du pouvoir après trois ans de pouvoir civil. Puis la révolte de 2019 sonna le glas de trente ans de dictature.

LE RÉGIME D'OMAR EL-BECHIR

Le régime d'el-Bechir fut une dictature féroce qui s'est appuyée dès le départ sur l'islamisation du pays. Lorsque el-Bechir prit le pouvoir en 1989, il fut soutenu par le Front islamique national, organisation émanant des Frères musulmans. Dès ses

premières années au pouvoir, el-Bechir mit en place les lois de l'ordre public, imposant notamment aux femmes le port du voile et leur interdisant de porter des pantalons ou encore de danser. Les femmes pouvaient être flagellées en place publique. Les arrestations régulières de femmes accusées par la police de ne pas respecter la loi islamique et libérées sous caution (environ 50 000 par an à la fin du régime) constituèrent une véritable manne financière pour le pouvoir.

El-Bechir se montra impitoyable dans la guerre menée aux rebelles dans le Darfour et dans le sud du pays. L'un des bras armés de cette politique était constitué par les milices janjawids, nom venant du mot « horde » en arabe. Ces milices, dont les membres étaient recrutés parmi les tribus arabes ou arabisées du Tchad et du Darfour, ont été armées par le régime de Khartoum avant de devenir sa principale force de répression lorsque le conflit a pris de l'ampleur en 2003. Encouragées à attaquer et reconquérir les zones tenues par les rebelles au Darfour, les Janjawids ont utilisé la tactique de la terre brûlée, accompagnée d'atrocités généralisées à l'encontre des civils : massacres, viols et déportations. L'expérience de ces milices au Darfour en fit une force de répression à laquelle le régime faisait appel dès qu'il se sentait en danger. Des milices janjawids sont issues les FSR (Forces de soutien rapide), dirigées par le général Hemetti, qui jouèrent un rôle dans le mouvement de 2019. Le régime d'el-Bechir exerçait une répression politique dans tout le pays, appuyé sur le NISS (National Intelligence and Security Service) qui jouait le rôle de police politique.

Sous el-Bechir, le Soudan est resté l'un des pays les plus pauvres du monde. À la fin des années 1990, le pays occupait

une triste place dans l'actualité, en raison de la famine qui ravageait le Sud. Les chaînes de télévision montraient à cette époque périodiquement des images insupportables d'enfants mourant de faim, d'adultes décharnés, de foules se jetant sur de la nourriture parachutée. La manne du pétrole n'a profité qu'aux multinationales étrangères et aux cercles du pouvoir. L'industrie restait très peu développée, le pays majoritairement rural et pastoral. Dans les villes, on vivait des petits boulots et de la débrouille. La misère du pays était largement renforcée par les sanctions internationales prises par les grandes puissances à l'égard du régime d'el-Bechir, inscrit sur la liste noire des régimes soutenant le terrorisme islamiste. En 1997, le président américain George W. Bush décréta un embargo qui dura jusqu'en 2017. En 2011, l'indépendance proclamée du Soudan du Sud, où se trouve l'essentiel des gisements, coupa le Soudan des trois quarts de ses réserves en pétrole. Cela renforça la crise économique que connaissait le pays. En 2019, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) estimait à près de 20 millions le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté au Soudan, soit près de la moitié de la population.

En 2013, cette situation de misère avait généré un mouvement de révolte, qui préfigurait le mouvement de 2019. La ville de Khartoum ainsi que d'autres villes du pays firent face à des émeutes de la faim, en lien avec la brutale hausse des prix du pétrole notamment. Des manifestations furent violemment réprimées par el-Bechir et son armée. Près de 200 contestataires furent tués, près d'un millier blessés et 3 000 arrêtés. La révolte de 2013 alimenta la critique interne du régime, plusieurs figures du régime réclamant des réformes. Un mouvement d'opposition

démocratique se forma dans les villes, notamment parmi la petite bourgeoisie éduquée : médecins, avocats, universitaires et étudiants, dont certains s'exilèrent dans les années qui suivirent, tout en continuant à animer l'opposition depuis l'étranger. Durant les cinq années qui précédèrent le mouvement de 2019, le Soudan a connu cinq mouvements de révolte différents, à chaque fois en réaction à la hausse des prix et systématiquement réprimés.

LA RÉVOLTE DE 2019

On voit donc que la révolte qui a embrasé le pays en 2019 trouve ses racines dans une situation dramatique qui ne datait pas de la veille. Le baril de poudre n'attendait plus qu'une nouvelle étincelle pour exploser.

Cette étincelle fut allumée par l'annonce par le gouvernement de Khartoum du triplement du prix du pain, au matin du 1^{er} décembre 2018. Cette mesure s'inscrivait dans un vaste plan d'austérité encouragé par le FMI, qui poussait à l'arrêt des subventions des produits de première nécessité, permettant encore à une fraction de la population d'échapper à la faim. Le triplement du prix du pain fut la goutte d'eau qui fit déborder un vase déjà bien plein. Avec les hausses prévues, la population, déjà privée de ses moyens d'existence, se voyait complètement étranglée. Il n'y avait plus d'essence dans les stations-service, plus d'argent dans les banques, et le pain lui-même devenait rare dans les boulangeries. Les prix des médicaments avaient augmenté de 50 % les derniers mois et l'inflation atteignait officiellement un rythme annuel de 70 %, et était bien plus élevée en réalité.

Des manifestations éclatèrent de manière spontanée à partir du 19 décembre dans tout le pays. Dans la ville d'Omdurman,

à côté de Khartoum, c'est à la sortie d'un match de football qu'éclata la colère de la population qui se lança dans une manifestation. Contrairement aux précédents mouvements, la révolte ne se structura pas en premier lieu dans la capitale mais se forma dans les villes de l'extrême nord du pays, avant de se propager comme une onde de choc à l'ensemble du territoire. Cela prit le pouvoir de court, habitué qu'il était à concentrer ses forces de répression à Khartoum, et il dut alors faire face à de multiples fronts dans tout le pays.

Aux slogans contre la cherté de la vie succédèrent des slogans rapidement politiques. Les plus répandus étaient « Liberté, paix, justice » et « La révolution est le choix du peuple ». Bientôt, le mot d'ordre qui émergea dans toutes les manifestations fut le départ du dictateur Omar el-Bechir, résumé dans le slogan : « Ta chute ! Rien d'autre ». Le 25 décembre, la capitale Khartoum connut sa plus grande manifestation depuis 1989. Plusieurs sièges du Congrès national, le parti d'el-Bechir, furent mis à feu.

Les manifestations touchèrent petites et grandes villes. Les cortèges se composaient d'une population très diverse mais deux de leurs caractéristiques témoignent de la profondeur du mouvement : le nombre important de femmes, parfois majoritaires dans les cortèges, et de jeunes.

Le pouvoir se montra rapidement dépassé par la contestation. Le chef des renseignements soudanais vit dans les manifestations un complot étranger et dénonça les agissements d'individus prétendument liés à Israël. L'état d'urgence fut proclamé et l'armée déployée. Internet fut aussi coupé dans plusieurs endroits. La répression s'abattit immédiatement sur les manifestants, faisant plusieurs dizaines de morts dès les premiers jours



Le 12 avril 2019, les Soudanais manifestent en masse dans la capitale Khartoum.

du mouvement. Elle ne découragea pourtant pas la population, qui affluait de plus en plus nombreuse dans les cortèges. Les jeunes firent preuve de courage dans les affrontements avec les forces de répression. Dans un documentaire d'Arte diffusé le 1^{er} août 2019, les journalistes font parler une jeune femme devenue célèbre suite à une vidéo propagée sur les réseaux sociaux où on la voit, seule femme au milieu d'un groupe d'hommes, lancer des grenades lacrymogènes sur la police. Elle raconte qu'elle a été arrêtée six fois, dont une fois où elle s'enfuit en sautant de la jeep des forces de sécurité. Elle évoque aussi le moment où un policier voulant déloger un groupe de manifestants dont elle faisait partie se fit attraper et tabasser par eux, les autres policiers étant repoussés par des lancers de pierres.

Bien que la révolte de décembre fût largement spontanée, une direction politique se hissa rapidement à sa tête, au travers de l'Association des professionnels soudanais (APS). Celle-ci n'était pas issue des manifestants eux-mêmes, mais constituée par les représentants de huit corps de métiers de la petite bourgeoisie qui s'étaient regroupés après les émeutes de 2013 : ingénieurs, avocats, médecins, enseignants du supé-

rieur. Ils avaient réussi à s'organiser et à survivre dans la clandestinité ou à l'étranger. Très vite, c'est l'APS qui lança les appels à poursuivre le mouvement, soutenue par la population.

L'APS apparaissait comme un gage de l'unité du mouvement, et cela fut conforté quand, le 1^{er} janvier 2019, elle constitua avec les principaux partis politiques du pays l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC). La déclaration fondatrice de cette alliance exigeait le départ d'Omar el-Bechir et son remplacement par un gouvernement transitoire pour une période de quatre ans, avant de procéder à des élections. Ce programme prévoyait des mesures progressistes, notamment le combat contre la discrimination et la persécution des femmes. Concernant les revendications économiques, il était cependant juste question d'« *enrayer la détérioration économique et améliorer la vie des citoyens dans tous les domaines* », sans évoquer de mesure concrète.

Outre l'APS, les principaux signataires de l'ALC étaient : le parti Oumma, un parti politique islamique dont le dirigeant, Sadek al-Mahdi, avait dirigé l'éphémère gouvernement civil de 1986 renversé par el-Bechir, une coalition de groupes armés

hostiles au régime et le Parti communiste soudanais (PCS). Les militants du PCS sortaient de prison et faisaient localement bénéficier le mouvement de leurs capacités d'organisation. Mais en signant ce texte, le PCS confirmait qu'il renonçait à toute politique indépendante pour la classe ouvrière, refusant même de mettre en avant les revendications vitales qui avaient déclenché la révolte. Ce n'était malheureusement pas une nouveauté pour ce parti qui a participé à de tels fronts unis tout au long de son histoire.

Les manifestations continuèrent dans tout le pays malgré l'état d'urgence et la répression, avant d'atteindre un point culminant le 6 avril, date à laquelle l'ALC appela à converger vers le siège de l'état-major à Khartoum pour y tenir jour et nuit un rassemblement permanent. Les images de cet immense sit-in rappelaient alors celles du soulèvement de la place Tahrir en Égypte, qui avait mené à la chute du dictateur Moubarak en 2011. Jour et nuit, les manifestants scandaient des slogans et discutaient, réfléchissant à comment changer radicalement la société. Les femmes parlaient de mixité, d'accès à l'éducation pour les filles, de la fin des discriminations. Une poignée affichait sa volonté de ne pas porter le voile et s'opposait aux

hommes qui leur faisaient la morale. Les étudiants sortaient de leur université pour débattre et remettre en cause ce qu'on leur avait toujours inculqué : les préceptes religieux et la séparation entre ethnies. Signe de la remise en cause des fossés les plus profonds existant dans la société, l'arrivée de cars de manifestants venant du Darfour, accueillis par le slogan : « Darfour, pardonne-nous pour tout ce sang versé. »

Cinq jours plus tard, incapables de calmer la pression de la rue, les chefs militaires qui entouraient Omar el-Bechir l'obligèrent à démissionner et prirent sa place en constituant un Conseil militaire de transition.

APRÈS LA CHUTE D'EL-BECHIR

Omar el-Bechir une fois évincé, la politique de l'ALC et de l'APS s'est bornée à tenter de faire pression sur le Conseil militaire de transition. Tout en appelant les manifestants à maintenir leur présence devant le siège de l'état-major, elle maintint l'illusion qu'ils pourraient convaincre le Conseil militaire de transition de consentir à un arrangement. Jamais l'APS, devenue la direction du mouvement, n'a envisagé de préparer la population à l'affrontement inévitable avec l'armée.

Dans un premier temps, les militaires, soucieux de gagner du temps, semblèrent faire des concessions. Ils évincèrent ainsi sous la pression des manifestations le vice-président d'Omar el-Bechir, le général Ibn Awf. Sa nomination à la tête du Conseil militaire de transition constituait une ficelle trop grosse qui provoqua la fureur de la foule. Par la suite, on put entendre dans les manifestations un constat : « *En deux jours, on a réussi à renverser deux présidents.* »

Ibn Waf fut remplacé par le général al-Bhourane, moins connu mais qui avait participé comme tous les hauts gradés soudanais aux tueries au Darfour et dans le sud du pays. Le général Hemetti, tristement connu pour avoir été à la tête des milices janjawids et des Forces de soutien rapide (FSR), restait le numéro deux de la junte militaire.

Le Conseil militaire de transition engagea aussi d'interminables négociations avec l'ALC, lui concédant sur le papier la création d'organes conjoints qui mêleraient militaires et civils pour diriger le pays. Il devint cependant vite évident que les militaires gardaient les rênes et conservaient dans ces organes la majorité et les postes décisifs.

L'ALC appela à une manifestation de masse à Khartoum le jeudi 3 mai pour tenter de faire fléchir les militaires, puis de nouveau les 28 et 29 mai. Mais à cette date, l'état-major avait déjà décidé qu'il fallait en finir avec le mouvement.

LA REPRISE EN MAIN PAR LES MILITAIRES (31 MAI 2020-2 JANVIER 2022)

Le vendredi 31 mai, c'est l'état-major qui organisa une contre-manifestation où des milliers d'habitants des campagnes furent transportés à Khartoum pour y clamer des slogans comme « Le pouvoir aux militaires », ou « Le pouvoir à l'islam ». Les forces de répression se rassemblèrent autour de l'état-major et le 3 juin, les Forces de soutien rapide d'Hemetti, les membres des services de sécurité et les hommes de main des partis intégristes déferlèrent sur le campement des opposants, dispersant leur rassemblement en se livrant à de nombreuses atrocités. Les tentes furent incendiées, les manifestants furent frappés à coups de

bâtons et ils se firent tirer dessus. Plusieurs dizaines de morts furent dénombrés.

Cette reprise en main par le pouvoir militaire déclencha une réaction limitée de l'APS qui appela la population à la désobéissance civile mais continua à participer à la comédie des pourparlers avec les militaires pour la mise en place d'un pouvoir partagé. Ces pourparlers aboutirent à la création, le 21 août 2019, d'un conseil souverain de onze membres, cinq civils et six militaires, avec à sa tête le Premier ministre Abdallah Hamdok, économiste formé en Europe qui avait la faveur du FMI. On trouvait toujours parmi les militaires de ce conseil le détesté Hemetti, chef des Forces de soutien rapide. Ce nouveau pouvoir n'a rien arrangé au sort de la population. La hausse vertigineuse des prix s'est poursuivie, le prix du pain connaissant une envolée. Les familles pauvres le remplaçaient par des lentilles et renonçaient au lait et au sucre, dont le prix avait doublé. Cette hausse des prix était alimentée par la politique des militaires qui favorisait l'inflation en faisant marcher la planche à billets. La situation était tellement dégradée que certains travailleurs attendaient des mois avant d'être payés. Le premier ministre Hamdok s'efforça de complaire au FMI qui lui demandait de poursuivre le plan d'austérité, d'accélérer la privatisation des entreprises publiques et de supprimer les subventions des denrées de première nécessité. Cette politique le rendit de plus en plus impopulaire.

Le 25 octobre 2021, les militaires décidèrent de mettre fin à cette fiction d'un pouvoir civil en réalisant un coup d'État qui conduisit à l'arrestation des dirigeants issus de la société civile. Le Premier ministre Hamdok fut retenu chez lui par les putschistes qui cherchaient à lui faire signer une déclaration de soutien au coup d'État. Devant

son refus, il fut emmené vers une destination inconnue. Sous la pression des manifestations et d'une partie de la communauté internationale, le régime militaire consentit le 21 novembre à réintégrer Abdallah Hamdok dans sa fonction de Premier ministre, après un mois de résidence surveillée. Il démissionna toutefois officiellement de ses fonctions le 2 janvier 2022.

L'objectif de la junte militaire est désormais clair : rétablir la dictature chassée du pouvoir en avril 2019. Elle compte pour cela sur le soutien des forces islamistes et des anciens soutiens du régime d'el-Bechir, dont un certain nombre ont été sortis de prison par les militaires. Les dirigeants du mouvement islamiste cherchent maintenant à fédérer leurs forces en structurant les différents groupes islamistes pour remporter les élections promises par les militaires en 2024. Cette issue est favorisée par les militaires car elle leur permettrait de mettre en place un pouvoir civil de façade qui leur serait favorable. L'accord avec les islamistes est clair : on vous rend votre argent et on vous libère de prison en

échange de votre soutien. Cela a pour avantage de répondre aux injonctions des autorités financières, en premier lieu Banque mondiale et FMI, qui ont gelé les aides accordées au pays. La dénonciation de la répression militaire par les gouvernements des grandes puissances est bien sûre uniquement de façade et bien hypocrite. À bien des égards, les puissances impérialistes ont des raisons d'espérer qu'une révolte populaire pouvant essaimer dans le reste de la région, comme ce qu'on a vu lors du Printemps arabe, soit jugulée. Bien que l'établissement d'un pouvoir civil semble avoir les faveurs des grandes puissances, l'établissement de la dictature militaire en Égypte s'est fait sous leur regard bienveillant. Le maintien du pouvoir militaire au Soudan a aussi été possible grâce au soutien actif de l'Égypte ou encore des Émirats arabes unis, alliés des puissances occidentales.

La partie n'est cependant pas totalement gagnée pour les militaires. En effet malgré la répression, la population soudanaise n'a pas plié, et les manifestations ont repris de plus belle dès

le lendemain de la reprise en main du pouvoir par les militaires. Après trois ans de contestation, le mouvement de 2019 se poursuit. D'aussi loin qu'on puisse observer les événements au Soudan, il est certain que la population sort de ces trois ans de lutte riche d'une expérience politique importante. Le mouvement de 2019 a montré qu'une dictature capable de tenir fermement pendant trente ans pouvait être balayée d'un revers de main par la mobilisation des masses. De décembre 2018 à aujourd'hui, les manifestants soudanais ont fait preuve de trésors de courage et de détermination. Ils ont aussi appris à s'organiser. Si les manifestations peuvent se poursuivre, c'est parce que la population a appris à relayer les appels même lorsqu'Internet est coupé ou encore à se regrouper et à construire des barrages pour faire face à la police. À la faveur du mouvement se sont apparemment formés des comités de quartier dans différents endroits du pays, rebaptisés comités de résistance face au pouvoir des militaires. Il est difficile de déterminer ce que sont réellement ces comités



Après la reprise en main, les manifestants font face aux militaires à Khartoum (octobre 2021).

de résistance, la réalité étant sûrement très hétérogène d'un endroit à un autre. Parmi les exemples d'actions réalisées par ces comités, on trouve l'approvisionnement de la population en denrées de première nécessité. On trouve aussi la délivrance des certificats de naissance, de décès et de travail pour pallier les défaillances de l'administration. Il semble que ces comités se sont aussi organisés lors de l'épidémie de Covid pour désinfecter les maisons et encourager les voisins à ne pas se rassembler. Ces comités prétendent ainsi agir là où l'État s'est montré incapable. Ces comités révèlent le début d'une organisation matérielle de la population elle-même pour répondre à ses besoins, mais aussi la volonté de s'organiser politiquement. Sur le terrain politique, ils mettent en avant la fin du pouvoir militaire, l'établissement d'un pouvoir civil et l'arrestation ainsi que le jugement des putschistes. Pour l'instant, l'action de ces comités semble se faire en accord avec les forces politiques de l'ALC et à leurs côtés. Plusieurs de ces comités sont d'ailleurs animés par les militants des partis composant l'ALC. Les tra-

vailleurs soudanais sauront-ils trouver la voie pour s'organiser politiquement de manière indépendante ? La question reste ouverte. L'alternative qui se pose en tout cas au Soudan est claire : soit la victoire de la réaction avec le rétablissement complet de la dictature militaire, soit la révolution des travailleurs, organisés pour défendre leurs intérêts propres et ceux de la population pauvre.

*

La révolte au Soudan est une nouvelle démonstration de la force des exploités lorsqu'ils se mettent en branle. Elle illustre cependant aussi ce qu'il se passe lorsqu'au sein d'une révolution le prolétariat ne défend pas sa propre politique et se place à la remorque d'autres classes sociales. Faute d'un parti communiste révolutionnaire qui n'existait pas, c'est l'APS, une direction petite-bourgeoise, qui s'est imposée, avec sa politique qui désarmait les masses face aux militaires. Or, ces derniers se sont donné les moyens de reprendre le contrôle et ont montré qu'ils étaient prêts à user de tous les moyens pour se maintenir au pouvoir. Une fois encore, c'est la preuve que tout ce que

peut attendre le prolétariat révolté de la part de l'État de la classe dominante, c'est une lutte sans merci qui ne peut s'achever que par la victoire d'un camp ou de l'autre. C'est une nouvelle illustration de la leçon que le révolutionnaire Auguste Blanqui formulait après l'écrasement de la révolution de 1848 :

« Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif de progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère. Qui a du fer, a du pain. On se prosterne devant les baïonnettes, on balaye les cohues désarmées. En présence des prolétaires armés, obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra. Mais, pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocat, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours. »

À plus de 170 ans et plusieurs milliers de kilomètres d'écart, ces mots entrent parfaitement en résonance avec la révolte toujours pas achevée des travailleurs soudanais.

23 juin 2022

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix: 1,50 €.

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail: www.lutte-ouvriere.org

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix: 2 €.

Les dernières conférences :

Les banques, un concentré du capitalisme en crise (n° 168, 20 novembre 2021)

L'État moderne, de l'époque féodale à nos jours
Un appareil d'oppression au service des classes dominantes, que les travailleurs devront renverser (n° 167, 31 mai 2021)

150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris de 1871 (n° 166, 20 mars 2021)

Italie, septembre 1920: l'occupation des usines (n° 165, L'Internationale, septembre 2020)

Le jeune Parti communiste: du combat pour créer un parti révolutionnaire au stalinisme (n° 164, 22 janvier 2021)

Toutes les brochures sont à commander sur la page: www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Nouvelles parutions

August Bebel

Souvenirs de ma vie

Prix 29 €



Désiré Nogrette

Vivre heureux en luttant

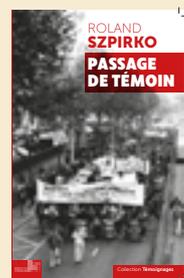
Prix: 13,50 €



Roland Szpirko

Passage de témoin

Prix: 17,50 €



Paul Palacio

Souvenirs d'un militant révolutionnaire à Renault-Billancourt

Prix: 9 €



Rémi Fossadier Eugène Katzipa Clara Perrin Étienne Udon

La santé et la révolution en Russie soviétique 1917-1924

Collection Éclairage: 8,20€



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –
ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 –
SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



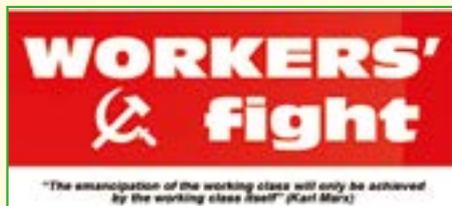
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>